

APHCQ

Association des professeures et des professeurs d'histoire
des collèges du Québec

Volume 11, numéro 3
Printemps-Été 2005



Dossier: 1945

pages 4 à 10

Rencontre avec...
**Jean-Pierre
Derriennic**
sur le terrorisme

page 12

Invitation au
**Colloque
automnal**

page 11

L'Association des professeurs et professeurs d'histoire des collèges (APHCQ) est une association sans but lucratif incorporée en vertu de la loi sur les compagnies. L'APHCQ regroupe depuis 1994 les professeurs et les professeurs d'histoire des collèges et des cégeps du Québec, qu'ils soient publics ou privés. On peut devenir membre associé de l'APHCQ même si on n'enseigne pas dans un collège.

Pour devenir membre, il suffit d'envoyer ses coordonnées (nom, adresse, institutions s'il y a lieu, téléphone, télécopieur, courriel) et un chèque de 35 \$ à l'ordre de l'APHCQ, à Jean-Louis Vallée, Centre d'études collégiales de Montmagny, Cégep de La Pocatière, 115, boulevard Taché Est, Montmagny (Québec) G5V 4J8; courriel: jlvallee@cec.montmagny.qc.ca

Pour rejoindre l'association, prière d'adresser toute correspondance à Jean-Louis Vallée, Centre d'études collégiales de Montmagny, Cégep de La Pocatière, 115, boulevard Taché Est, Montmagny (Québec) G5V 4J8; courriel: jlvallee@cec.montmagny.qc.ca

Adresse courriel du site de l'APHCQ:
aphcq@videotron.ca

Adresse électronique du site web:
http://www.cvm.qc.ca/aphcq

Pour faire paraître un article, envoyer la documentation à Martine Dumais, Cégep Limoilou, 8^e avenue, Québec (Québec) G1S 2P2; téléphone: (418) 647-6600, poste 6509; télécopieur: 647-6695; courriel: martine.dumais@climoilou.qc.ca

EXÉCUTIF 2004-2005 DE L'APHCQ:

Président: Jean-Louis Vallée
(Centre d'études collégiales de Montmagny, Cégep de La Pocatière)

Directrice, responsable du bulletin:
Martine Dumais (Cégep Limoilou)

Directrice: Julie Gravel-Richard
(Collège François-Xavier-Garneau)

Directeur: Marco Machabée
(Collège Bois-de-Boulogne et Cégep du Vieux-Montréal)

Directeur: Bernard Olivier
(Collège Jean-de-Brébeuf)

Vie associative	1
Mijotez l'histoire	3
Dossier: 1945	
• Il y a 60 ans décédait Franklin D. Roosevelt	4
• La Chute de l'innocence allemande	6
• 1945	8
• Hiroshima, pourquoi la bombe?	9
• Les Québécoises peuvent voter aux élections provinciales depuis 65 ans	10
COLLOQUE automnal de l'APHCQ	
• Présentation	11
• Fiche d'inscription	feuille volante
Rencontre avec... Jean-Pierre Derriennic	12
L'Histoire sous toutes ses formes	
• Cap-aux-Diamants à 20 ans: Regards sur le passé, le présent et l'avenir	16
• Bref historique du mouvement étudiant national québécois	21
De la plume à la souris	
• Da Vinci Code: méli-mélo religieux dans un (mauvais) polar	26
L'Histoire passe au grand écran	
• Balian ou le chevalier instantané	27



Comité de rédaction

Marie-Jeanne Carrière
(Collège Mérici)
Jean-Pierre Desbiens
(Collège François-Xavier-Garneau)
Andrée Dufour
(Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu)
Martine Dumais, coordonnatrice
(Cégep Limoilou)
Linda Frère
(Collège François-Xavier-Garneau et Cégep de Sainte-Foy)
Julie Gravel-Richard
(Collège François-Xavier-Garneau)
Mario Lussier
(Cégep Lévis-Lauzon)

Bernard Olivier
(Collège Jean-de-Brébeuf)
Patrick Poulin
(Cégep Lévis-Lauzon)
Jean-Louis Vallée
(Centre d'études collégiales de Montmagny, Cégep de La Pocatière)

Collaborateurs spéciaux

Alice-Anne Busque
(Cégep Limoilou)
Fanny Bordage,
(Étudiante, Université Laval)
Valérie Colas
(Étudiante, UQTR)
Yves Houde
(Radio-Gallée)
Sophie Laurant
(Le Monde de la Bible)
Bernard Lemelin
(Université Laval)

Paul Warren
(Université Laval)

Conception et infographie

Sylvie Lacroix
(Ocelot communication)

Impression

CopieXPress

Publicité

Martine Dumais
tél. 418-647-6600, poste 6509
martine.dumais@climoilou.qc.ca

Format des textes à être publiés.

- Fichier (MAC ou IBM PC) en Word ou Word Perfect, sauvegardé en format Word ou RTF.
- Le texte doit être saisi à double interligne, en caractères Times 12 points, à raison de 25 lignes par page, avec le moins de travail de mise en page possible.
- Une version imprimée ou un PDF correspondant à la version finale du fichier, doit obligatoirement accompagner tout texte fourni sur disquette ou par courriel.

Les auteurs sont responsables de leurs textes. Si vous avez des illustrations à proposer, faites-nous les parvenir ou faites-nous des suggestions appropriées.

ISSN 1203-6110

Dépôt légal: Bibliothèque du Québec
et Bibliothèque nationale du Canada

Prochaine publication: automne 2005

Date de tombée pour les articles et les publicités: 15 octobre 2005

Mot du président

Plusieurs d'entre nous ont vécu une fin d'année mouvementée et ce n'est pas différent pour notre association. Les multiples perturbations qui ont secoué les cégeps et les collèges nous ont aussi fortement affectés.

Pour commencer, nous avons dû remettre le congrès qui devait avoir lieu à la fin mai. Certains ne comprendront probablement pas cette annulation. Par contre, les raisons qui l'ont motivée sont variées et incontournables. Dans de nombreux collèges, dont le cégep hôte, le Cégep du Vieux-Montréal, la session a été prolongée de plusieurs semaines après celle qui avait été initialement prévue pour le congrès. Du coup, les locaux du Cégep du Vieux-Montréal n'étaient plus disponibles. Vous direz qu'il ne restait plus qu'à trouver un autre cégep. Il fallait, à cause des conférenciers invités, que le cégep de remplacement soit situé dans la région de Montréal. Mais c'était justement cette région qui était la plus touchée par l'obligation de reprises de cours. De plus, qui dit prolongement de session dit non disponibilité des professeurs touchés. Il nous était aussi impossible de repousser les dates du congrès. D'un côté il y avait les dates du congrès de l'AQPC à Rimouski, et de l'autre celle du début des vacances de ceux et celles qui n'étaient pas touchés par les prolongations de session. Il s'ensuit donc une difficulté presque insurmontable de rassembler assez de professeurs et de professeurs d'histoire pour la tenue du congrès.

UN COLLOQUE D'AUTOMNE EN SEPTEMBRE

Deux problèmes se sont donc ajoutés à celui qui existait déjà. D'un côté, nous avions l'obligation, par nos statuts et règlements, de tenir une assemblée générale des membres. En faisant un congrès à l'automne, la question de la disponibilité des membres se posait de nouveau. Il était pratiquement impossible de faire un congrès à la fin des vacances puisque nombreux sont ceux et celles qui sont en plein dans leur préparation de cours, ou simplement qui ne sont pas encore revenus de leur séjour à l'extérieur. Le faire en début de session revenait aussi à mettre cette activité importante à une période de non disponibilité des membres puisque cela nous obligeait à tenir l'activité le samedi et

le dimanche alors que la préparation des cours battrait son plein.

Nous avons donc choisi de mettre de côté le congrès pour 2005 et de faire plutôt un « colloque » qui se tiendrait un samedi. Nous avons opté pour le **SAMEDI 24 SEPTEMBRE**. Il nous fallait aussi trouver un lieu et un thème. Étant donné la situation, il était difficile de trouver un cégep disponible pour accueillir une telle journée. Nous nous sommes donc tourné vers le **Musée de la Civilisation de Québec** qui a accepté de nous permettre d'occuper certains de ses locaux. Restait aussi une thématique à trouver. Nous avons donc travaillé avec ce que proposait le musée comme exposition. Puisque nous devions mettre sur pied l'activité rapidement et avec peu de moyens, il ne nous était pas possible de faire un choix de plusieurs ateliers. Nous avons donc opté pour un horaire simple qui demandait peu de ressources. Il en résulte deux conférences, l'assemblée générale statutaire et la visite d'une exposition fort intéressante du musée. À cela se sont ajoutées les activités qui tournent autour des livres et manuels, des éditeurs qui nous ont appuyé depuis plusieurs années.

Vous trouverez donc à la page 11 de ce bulletin les informations pertinentes à l'inscription à cette journée spéciale.

LE CONGRÈS 2006

Il nous restait à régler la question des congrès. Les organisateurs et organisatrices du congrès de 2005 ont pris de très nombreuses heures pour planifier un excellent programme qui, malheureusement, ne pouvait être apprécié à sa juste valeur puisqu'il était annulé presque à la dernière minute. Cette expertise et ces idées restent très intéressantes. L'exécutif de l'APHCQ fera donc la proposition lors de la prochaine assemblée générale du 24 septembre prochain de demander aux membres du comité organisateur de 2005 de reprendre les contacts afin de nous en faire profiter en 2006. Une bonne partie du travail étant faite, il restera à trouver des dates et confirmer les conférenciers et les lieux.

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE TRAVAILLEURS

Au mois de mai dernier, vous receviez par le cyberbulletin une information concernant la reconnaissance de l'APHCQ comme

association professionnelle. Par cette reconnaissance, il vous est maintenant possible de déduire votre cotisation à l'APHCQ pour votre impôt. Bien entendu, cette déduction n'est légalement possible qu'en autant que votre adhésion n'est pas remboursée par votre collège. Toute une série de règles régissent ce genre de déduction. Pour avoir des indications claires qui correspondent à votre situation, il est préférable que vous vous informiez aux bonnes personnes. À Revenu Québec, le personnel devrait pouvoir vous répondre adéquatement. Il en est de même pour vos collègues de Techniques administratives.

UNE RENTRÉE QUI S'ANNONCE CHAUDE

Loin de nous la prétention et l'intention de mêler l'APHCQ avec les questions syndicales. Par contre, nous sommes conscients que l'automne risque d'être très chaud. Et le réchauffement de la planète ne sera pas le seul élément en cause. Bien sur, il y aura **notre colloque du 24 septembre 2005** qui devrait réchauffer notre approche face à l'enseignement de l'histoire au collégial. Mais l'état actuel des négociations des employés de l'État avec son employeur promet d'être conflictuel. De nombreux établissements risquent d'être perturbés par des moyens de pression, par des grèves. Dans ce cas, il se pourrait que nous ayons de la difficulté à vous rejoindre.

À cause des nombreuses activités qui se préparent pour 2005-2006, nous ne voudrions pas vous manquer à cause de difficultés dans nos communications. Déjà, en 2004-2005, certaines communications ne se sont pas rendues ou simplement se sont rendues en retard. Quelques-unes ont été le fait d'une erreur de transcription lors du transfert de la fiche papier au fichier informatique. D'autres, et c'est plus problématique, sont le résultat d'informations qui ne sont pas à jour ou sont erronées. Certains ont démenagé et ne nous ont pas fait leur changement d'adresse. Dans ce cas, le courrier nous revient et nous prenons un temps fou à essayer de trouver la nouvelle adresse. Lorsque la personne est dans un cégep, nous faisons la modification à l'adresse du collège ou du cégep. Mais que devons-nous faire lorsque nous ne savons pas à quelle institution la personne est rattachée? Ou simplement lorsque la personne n'est rattachée à aucune institution d'enseignement?





Et s'il y a des moyens de pression dans notre lieu de travail et que l'adresse de courrier (électronique ou postal) est au cégep? Nous aimerions donc que vous accordiez une attention particulière à votre fiche d'inscription de cette année. Lorsque c'est possible, indiquez lisiblement les adresses et numéros de téléphone (personnels et professionnels). Et lorsque ces adresses changeront, informez nous de ces changements par courrier électronique ou postal. Les changements faits à temps nous permettront de mieux communiquer avec vous.

Comme vous en avez été informé au printemps, l'APHCQ a décidé d'être plus visible. Cette visibilité se fait de différentes façons. La première est l'achat d'une bannière à notre nom que nous pourrions utiliser lors de divers événements comme nos congrès, colloques et autres activités. Mais la visibilité c'est aussi d'être présents dans diverses réunions, de communiquer avec les autres associations de professeurs du collégial. C'est ce que nous essayons de faire depuis deux ans. Quelques fois la présence porte fruits, et c'est généralement le cas dans nos relations avec les associations professionnelles collégiales en sciences humaines. D'autres fois, c'est moins facile. Est-ce à cause du climat tendu entre le gouvernement et les professeurs, mais nous avons reçu dernièrement une lettre du cabinet du ministre de l'Éducation, des Loisirs

et des Sports nous informant que Monsieur Jean-Marc Fournier ne pourra pas nous recevoir à cause de son agenda très chargé. Nous voulions le rencontrer pour qu'il réponde au questionnaire que les membres de l'APHCQ avaient élaboré il y a quatre ans. À chaque changement de titulaire du portefeuille, nous avons tenté l'entrevue. Maintenant, après quatre prises, nous pensons devoir nous retirer. Peut-être pourrions-nous essayer de le reprendre lorsque les conditions seront meilleures.

Dans le domaine des activités prévues pour 2005-2006, nous aimerions vous faire part de certaines qui, si elles n'ont pas encore de date, devraient se réaliser si, bien sûr, vous acceptez d'y participer et de vous y inscrire. Pour commencer, les administrateurs de l'APHCQ de la région de Québec ont préparé le colloque du 24 septembre au Musée de la Civilisation. Nous vous y attendons en grand nombre. Normalement, la section Québec devrait organiser à l'automne un autre brunch conférence. Date, lieu et thème restent à définir. Aussitôt que nous en saurons plus, nous vous le communiquerons par le cyberbulletin. Puisque l'activité au Musée des Beaux-Arts de Montréal portant sur l'*Égypte éternelle* a été un succès, il est question de récidiver en 2005-2006 pour une activité à Montréal. Là encore, nous vous communiquerons les informations lorsqu'elles seront disponibles. Enfin, vers la fin de l'année scolaire, soit à la fin mai ou en juin, devrait avoir lieu le 11^e congrès de l'APHCQ. D'autres activités pourront être organisées car de nombreuses idées ont déjà fait l'objet de discussions entre certains membres et l'exécutif. Aussitôt qu'elles se concrétiseront, nous nous ferons un plaisir de vous en avertir et de les publiciser.

UN BULLETIN DE PRINTEMPS... EN ÉTÉ

Le problème qui se posait pour le congrès de mai 2005 se prolongeait et avait des répercussions sur le *Bulletin de L'APHCQ*. Généralement, une forte majorité de nos membres proviennent des inscriptions au congrès. Ne sachant pas l'impact qu'aura le colloque, il nous fallait trouver un moyen d'économiser. En doublant le *Bulletin* du printemps de la programmation du colloque, nous pouvions sauver sur les coûts de conception et d'envoi. Mais voilà, il fallait que la programmation soit faite. Maintenant que c'est fait, vous pouvez le recevoir.

Certains ont pensé que nous oublions le 60^e anniversaire de la fin de la Deuxième

Guerre mondiale. Vous verrez dans ce numéro que ce n'est pas le cas puisque nous vous offrons un dossier au contenu varié sur l'année 1945. Parlant d'anniversaire, nous avons pensé souligner les vingt ans de la revue *Cap-aux-Diamants* par une entrevue avec Monsieur Yves Beauregard. Une seconde entrevue nous a été donnée par Monsieur Jean-Pierre Derriennic, professeur de sciences politiques à l'Université Laval, et porte sur le terrorisme. Quel sujet d'actualité en cet été 2005! Les autres articles portent eux aussi sur des sujets d'actualité puisque nous touchons notamment une critique du film *Le Royaume des Cieux* (*The Kingdom of Heaven*), un compte rendu de la visite de l'exposition *L'Égypte éternelle*. Je vous suggère aussi de lire l'article portant sur les mouvements étudiants au Québec. Finalement, en plus des habituelles chroniques, vous pourrez lire des articles parus dans des journaux ou revues et pour lesquels nous avons obtenu la permission de les retranscrire. Il s'agit de deux articles critiques, l'un sur le *Code Da Vinci*, l'autre sur le film *La Chute*. Bonne lecture.

NOS VŒUX DE BON ÉTÉ

Finalement, je voudrais vous souhaiter une belle fin d'été. Déjà, alors que j'écris ces mots, la chaleur est celle de la canicule, la pluie rare. Je voudrais aussi, puisque c'est l'occasion, vous souhaiter une bonne rentrée scolaire. Si elle est comme les dernières, elle sera chaude au point de vue climatique. Mais si ce que nous annoncent les médias et certains de nos collègues est vrai, elle risque d'être aussi perturbée. Par contre, lorsque vous serez dans vos salles de cours, j'espère que vous vivrez des expériences pédagogiques qui seront à la mesure de vos souhaits. Souhaiter des conditions idéales, des élèves particulièrement doués et intéressés tient de l'utopie. Mais des fois, l'espace d'un instant, c'est différent. Je vous le souhaite à tous, au moins une fois au cours de chacune des deux prochaines sessions. Peut-être aurez vous la chance de l'obtenir plus souvent. Belle fin d'été et de vacances et surtout bonne rentrée scolaire. Nous vous attendons le 24 septembre prochain pour notre colloque qui remplace le congrès annuel 2005. N'oubliez pas non plus qu'il y aura sûrement un congrès 2006 à la fin du printemps. ♦

Jean-Louis Vallée

Président

COLLOQUE automnal de l'APHCQ

Le 24 septembre 2005
au Musée de la civilisation
de Québec



Musée de la civilisation

Voir détails en page 11

Égypte éternelle

Visite guidée dans l'univers des pharaons

Le 2 avril dernier, les membres et amis de l'APHCQ étaient conviés à une visite guidée de l'exposition Égypte éternelle au Musée des Beaux-Arts de Montréal. Une quinzaine d'entre nous ont profité de l'occasion pour plonger dans l'univers fascinant et mystérieux de l'Égypte ancienne et, bien entendu, pour socialiser un peu !



Art explosion

L'exposition *Égypte éternelle* présentait une vaste sélection d'antiquités égyptiennes du British Museum de Londres, la plus importante à venir en Amérique jusqu'à présent. Même si la fameuse Pierre de Rosette n'était visible qu'en copie, les nombreuses œuvres présentées valaient le détour. Ainsi, au fil des salles, selon un ordre chronologique, les passionnés d'histoire et d'art, accompagnés d'une guide enthousiaste, ont pu voir un bon condensé de l'art égyptien de l'Ancien Empire (v. 2700 av. J.-C.) jusqu'à la Période romaine (v. 650 de notre ère). Certaines pièces se sont démarquées plus particulièrement. Notons plusieurs statues de bois peintes remontant à l'Ancien Empire et particulièrement bien conservées, comme celle du chancelier Tjetj (VI^e dynastie, v. 2321-2184 av. J.-C.), ou les manuscrits du *Livre des morts* d'Ani datés de la XIX^e dynastie (v. 1295-1186 av. J.-C.) d'une remarquable finesse.

Ce fut donc une belle incursion au Royaume des pharaons et l'occasion d'entrer en contact avec l'histoire et la pensée d'une des plus grandes civilisations de l'humanité. ♦

Julie Gravel-Richard
Collège François-Xavier-Garneau

Mijoter l'Histoire



Le steamer Saguenay est arrivé ce matin avec 2 000 boîtes de bleuets. Quelque statisticien voudra-t-il bien nous dire qui est-ce qui consomme tous ces bleuets-là ?

Le Canadien, 27 août 1880, p.3

Le bleuet est certainement le plus abondant et le plus populaire des petits fruits sauvages du Québec. Tous les livres de recettes du 19^e siècle publiés ici présentent différentes façons de l'apprêter : tarte, pudding, gelée, confiture. Les Amérindiens utilisaient cette airelle originaire d'Amérique du Nord pour parfumer leur viande séchée. Après avoir fait sécher les bleuets au soleil, ils les incorporaient à leur *Pemmican*, mets traditionnel amérindien composé de viande séchée et de gras. Les premiers Européens ont confondu le bleuet avec leur myrtille européenne un peu dédaignée chez eux. Ils apprécieront le goût délicat du petit fruit et s'étonneront de voir, au marché de Québec, quantités de paniers d'écorces remplis de petites baies bleues.¹

Certaines régions du Québec ont fait leur réputation avec ce fruit que l'on nomme parfois la *manne bleue*. C'est particulièrement le cas au Lac St-Jean et leur légendaire **quatre bleuets pour une tarte**, mais aussi au Saguenay, en Haute-Mauricie et en Abitibi. À bien des endroits, la cueillette des bleuets est rapidement devenue une véritable industrie. C'est bien l'expérience de cette cueillette que nous relate Louis Hémon en 1924 dans son célèbre *Maria Chapdelaine*.

Aujourd'hui, les bleuetières occupent une superficie de plus de 27 000 acres, et constituent les plus grandes surfaces fruitières du Québec, devant les vergers de pommiers et les fraises.

Dans votre jardin de ville ou de campagne, l'arbuste décoratif vous permettra d'attirer enfants et oiseaux. S'il en reste suffisamment et si l'ours n'est pas passé par là, vous pourrez toujours essayer cette version de pouding de la mère Caron publiée en 1878.

Pudding aux bleuets²

(mère Caron, Directions diverses données en 1878...)

- 125 ml (½ tasse) de sucre
- 60 ml (¼ tasse) de beurre fondu
- 1 œuf
- 625 ml (2 ½ tasses) de farine
- 5 ml (1 c. à thé) de crème de tartre
- 125 ml (½ tasse) de lait
- 5 ml (1 c. à thé) de bicarbonate dissous dans 15 ml (1 c. à soupe) d'eau chaude
- 500 ml (2 tasses) de bleuets



Mélanger le sucre et le beurre jusqu'à consistance crémeuse. Ajouter l'œuf et continuer à battre jusqu'à l'obtention d'une crème. Dans un bol, tamiser la farine avec la crème de tartre. Dans un autre plat, saupoudrer un peu de farine sur les bleuets. Ajouter la farine au mélange crémeux en alternant avec le lait et ajouter le bicarbonate. Mélanger. Incorporer les bleuets. Verser dans un moule beurré et cuire une heure dans un four préalablement chauffé à 190 °C (375 °F).

Linda Frève

Collège François-Xavier-Garneau et Cégep de Sainte-Foy

1. Paul-Louis Martin, *Les fruits du Québec. Histoire et traditions des douceurs de la table*, Sillery, Septentrion, 2002, pp.187-1990.
2. Marc Lafrance et Yvon Desloges, *Goûter à l'Histoire. Les origines de la gastronomie québécoise*, Québec, Service canadien des parcs et éditions de la Chenelière, 1989, p. 113.



Il y a 60 ans décédait Franklin D. Roosevelt

Le mois d'avril dernier a marqué le 60^e anniversaire du décès de l'ex-président américain Franklin Delano Roosevelt, l'un des grands artisans de la victoire des Alliés durant la Seconde Guerre mondiale et le seul chef de l'Exécutif chez nos voisins du sud à avoir cumulé plus de deux mandats.

En effet, c'est le 12 avril 1945 que le 32^e président des États-Unis, alors qu'il se trouvait à sa résidence secondaire de Warm Springs (Géorgie), rendait l'âme à la suite d'une hémorragie cérébrale, provoquant du même coup une émotion intense presque partout à l'échelle planétaire.¹ À l'occasion de cet anniversaire, il peut être intéressant de faire brièvement le point sur le programme domestique qui a tant contribué à le faire connaître : le New Deal.

Apparaissant pour la première fois en juillet 1932 dans une allocution de Roosevelt devant la convention de Chicago qui venait de le désigner comme porte-étendard du parti démocrate en vue de l'élection présidentielle de novembre, l'expression « New Deal » désigne *grosso modo* l'expérience tentée entre 1933 et 1938 par le titulaire de la Maison-Blanche, entouré de brillants intellectuels (Raymond Moley, Rexford Tugwell, etc.), pour juguler la crise économique sans précédent que traversait la nation américaine depuis 1929. Le New Deal comprenait, d'une part, des mesures de redressement économique et de secours (promulguées principalement en 1933-1934 et, en particulier, durant l'effervescente phase des « Cent Jours » s'étalant du 9 mars au 16 juin 1933)² et, d'autre part, des actions à saveur réformiste (surtout dès 1935), ce qui a amené maints historiens à distinguer deux New Deal, correspondant à des étapes différentes de l'agir de Roosevelt.³ Parmi les plus importantes de ces mesures gouvernementales, signalons entre autres l'aide fédérale accordée aux entreprises en difficulté (banques, compagnies ferroviaires, etc.), l'*Agricultural Adjustment Act* et le *National Industrial Recovery Act* de 1933 destinés respectivement à rétablir les prix agricoles et à stimuler la production industrielle, la mise sur pied d'un vaste programme de financement de grands travaux (*Federal Emergency Relief Act* de 1933, établissement d'une *Civil Works Administration* la même année, etc.), la remise en valeur de la région de la vallée du Tennessee sous l'égide d'une *Tennessee Valley Authority*, l'avènement d'un programme d'envergure

pour la conservation des ressources naturelles (par l'entremise notamment du *Civilian Conservation Corps* de 1933)⁴, et la prise en charge de toute une série d'initiatives lancées par des maisons d'édition et des compagnies théâtrales/musicales dans le but d'enrichir la vie culturelle de la nation.⁵

Mais que doit-on savoir de Roosevelt avant son accession au pouvoir ?

[...] l'expression « New Deal » désigne grosso modo l'expérience tentée entre 1933 et 1938 par le titulaire de la Maison-Blanche, entouré de brillants intellectuels [...], pour juguler la crise économique sans précédent que traversait la nation américaine depuis 1929.

ANTÉCÉDENTS

Appartenant à une famille riche et distinguée d'origine hollandaise, Franklin Roosevelt naquit en 1882 à Hyde Park (New York). Après des études en droit à Harvard, puis à l'Université Columbia, le jeune Franklin, féru de sports et attiré par la mer, décida de suivre l'exemple de son célèbre cousin Theodore (président des États-Unis entre 1901 et 1909) en se lançant assez tôt en politique sous la bannière du parti démocrate. C'est ainsi qu'en 1910, Roosevelt, marié depuis quelques années à sa lointaine cousine Eleanor, fut élu sénateur à l'Assemblée législative de New York où il se révéla un parlementaire actif, dénonçant particulièrement la corruption sévissant au sein de la « machine » démocrate de l'État. Occupant successivement les postes de sous-secrétaire à la Marine dans le gouvernement progressiste de Woodrow Wilson et colistier du candidat présidentiel James Cox lors de l'élection de 1920, sa vie publique sembla brutalement compromise en août 1921 alors qu'il fut frappé par la poliomyélite : « Le fils de famille sportif et décontracté est désormais paralysé des deux jambes ; il ne pourra plus jamais marcher sans aide, devra, pour se déplacer, même soutenu, porter des sortes de jambières métalliques au prix de profondes souffrances ».⁶ Cette épreuve ne refréna toutefois en rien les ambitions du jeune Roosevelt et ce dernier, soutenu indéfectiblement par son épouse et habile-



Franklin D. Roosevelt (1882-1945)

ment conseillé par le journaliste Louis Howe, maintint ses contacts étroits avec les caciques du parti démocrate et réussit à accéder au poste de gouverneur de l'État de New York en 1928⁷, fonction pour laquelle il fut facilement réélu en 1930. En fait, si certains lui reprochèrent son « esprit superficiel » et sa façon désinvolte de traiter les problèmes graves, bon nombre d'électeurs admiraient son courage personnel, appréciaient sa bonne humeur et voyaient favorablement les solutions pragmatiques et progressistes qu'il déployait pour contrer les effets pernicieux de la crise économique. Véritable homme d'action, Roosevelt, de nature optimiste et éloquent, se révéla en outre maître de la communication publique, sachant persuader, notamment par le biais de la radio, une myriade d'interlocuteurs. Toujours est-il qu'il triompha du président républicain sortant Herbert Hoover en novembre 1932, et ce, par une pluralité de plus de 400 voix électorales. Puis, ce fut le 4 mars 1933, par un temps maussade, qu'il prêta serment et qu'il mit aussitôt en garde ses concitoyens, à l'occasion d'un discours d'inauguration plutôt vague, contre les excès de pessimisme. Incidemment, Roosevelt, s'appuyant fréquemment sur les sondages Gallup pour orienter ses actions,⁸ fut le premier chef de l'Exécutif aux États-Unis à nommer une femme au sein de son cabinet.⁹

Véritable homme d'action, Roosevelt, de nature optimiste et éloquent, se révéla en outre maître de la communication publique.

BILAN MITIGÉ DU NEW DEAL

De l'avis de plusieurs spécialistes, le New Deal de Franklin Roosevelt, qui contribua inévitablement à augmenter les pouvoirs



de la présidence, ne constitua pas un programme «révolutionnaire». À en croire certains, il s'avéra même profondément conservateur dans la mesure où, loin de chercher à détruire le capitalisme, il visait entre autres à protéger l'essentiel des conquêtes de la démocratie américaine et à préserver l'équilibre des droits garantis par la Constitution. Qui plus est, il importe de rappeler que des mesures-clés du New Deal apparaissaient peu novatrices. Ainsi, la réglementation des chemins de fer et des trusts remontait aux années 1880, le programme d'aide aux agriculteurs avait largement été emprunté aux populistes de la fin du XIX^e siècle, la politique de conservation des richesses naturelles avait été inaugurée par Theodore Roosevelt, le programme d'aide aux banques avait véritablement pris forme à la fin des années Hoover, et la législation ouvrière s'inspirait fortement de lois en vigueur dans des États progressistes tels le Wisconsin et l'Oregon.

Cela dit, le New Deal, qui suscita de véhémentes critiques tant au sein des milieux de «gauche» que de «droite»,¹⁰ connut sa part de ratés. Qu'il suffise de mentionner que des sommes considérables furent gaspillées durant l'expérience des années 1933-1938, que les États-Unis retombèrent en récession au cours de l'année 1937, que les résultats de l'action du gouvernement fédéral en matière de construction de logements ne furent pas reluisants, et que le nombre de chômeurs s'établissait à plus de 9 millions en 1939 (comparativement à quelque 12 millions en 1932, soit à l'apogée de la crise).¹¹ Ces diverses constatations, sans l'ombre d'un doute, permettent d'interpréter ce propos d'un historien à l'effet que «within the one inescapable context of the thirties – the need for economic growth – the New Deal was a short-run failure».¹²

Si le New Deal fut ponctué d'insuccès et ne marqua pas vraiment une «césure» en histoire américaine, force est d'admettre que son bilan demeure positif dans l'ensemble. Par exemple, les pratiques boursières et financières furent assainies, des routes et des ponts (dont le fameux *Golden Gate* de San Francisco)¹³ furent construits comme jamais auparavant, le *Soak the Rich Act* de 1935 permit d'augmenter l'impôt sur le revenu des riches, et le *National Labor Relations Act* (ou *Wagner Act*) de la même année, en accordant aux salariés le droit de se syndiquer et d'entamer des négociations collectives par l'intermédiaire de délégués de leur choix, donna une impulsion significative au mouvement syndical.¹⁴ En fait, cette

1. L'historien André Kaspi rapporte que l'Allemand Joseph Goebbels, ministre de la propagande nazie, figura alors parmi les rares voix discordantes: «À Berlin, Goebbels crie sa joie. Il fait apporter du champagne et appelle au téléphone Hitler qui se terre dans son bunker: "Mon Führer, je vous félicite, Roosevelt est mort. Il est écrit dans les étoiles que la deuxième moitié d'avril sera un tournant décisif pour nous... Voilà le tournant décisif!"» (André Kaspi, *Franklin D. Roosevelt*, Paris, Fayard, 1988, p. 595).
2. Le Congrès, en fait, approuva pas moins de 15 lois majeures durant la période dite des «Cent Jours» (Otis L. Graham, Jr., «New Deal», dans Otis L. Graham, Jr. et Meghan Robinson Wander, eds., *Franklin D. Roosevelt: His Life and Times – An Encyclopedic View*, Boston, G. K. Hall & Co., 1985, p. 285).
3. L'historien Claude Fohlen affiche toutefois son scepticisme en regard du bien-fondé d'une telle distinction: «En réalité, Roosevelt n'a jamais eu de programme cohérent, et ne s'est jamais targué d'en avoir un. Le président est tout l'opposé d'un doctrinaire: fondamentalement, c'est un politicien, un opportuniste, qui comprend les aspirations de son pays et de ses concitoyens, s'efforce de les satisfaire, mais de façon purement empirique, avec le souci constant de ne pas mécontenter sa majorité... Roosevelt possède une imagination certes fertile, mais portée sur le présent plus que tournée vers l'avenir. Aussi est-il incorrect de parler de deux New Deal» (Claude Fohlen, «New Deal», *Encyclopaedia Universalis*, tome XVI, Paris, 2002, p. 164).
4. Incidemment, de toutes les agences créées dans le cadre du New Deal, l'historien Frank Freidel souligne que le *Civilian Conservation Corps* fut celle qui incarna au mieux les idées de Roosevelt (Frank Freidel, *Franklin D. Roosevelt: Launching the New Deal*, Boston, Little, Brown and Company, 1973, p. 266).
5. Fait à signaler, certaines de ces mesures furent subséquemment invalidées par la Cour suprême, alors à majorité conservatrice. C'est notamment le cas, en 1935, du *National Industrial Recovery Act*, la Cour suprême arguant que l'organisme créé pour appliquer ladite loi (*National Recovery Administration*) encourageait par ses pratiques la formation de monopoles. Fondamentalement, c'est ce qui explique pourquoi Roosevelt, dès 1937, chercha (en vain) à réformer l'institution judiciaire dans un sens moins conservateur.
6. Pierre Melandri et Jacques Portes, *Histoire intérieure des États-Unis au XX^e siècle*, Paris, Masson, 1991, p. 92.
7. Fait à souligner, à l'occasion du «raz-de-marée républicain» de 1928, Roosevelt s'avéra alors le seul démocrate de renom à remporter un poste de gouverneur (Thomas L. Purvis, *A Dictionary of American History*, Cambridge, Blackwell, 1997, p. 350).
8. Pierre Melandri et Jacques Portes, *op. cit.*, p. 93.
9. *Ibid.* Il s'agit, en fait, de Frances Perkins qui occupa dès 1933 le poste de secrétaire au Travail.
10. Par exemple, s'il est vrai de dire que d'influents démocrates conservateurs (John Davis, Alfred Smith, etc.) reprochaient au programme de Roosevelt de miner la liberté et d'instituer une ère de socialisme, des personnalités de la «gauche» (Charles Coughlin, Huey Long, etc.) considéraient que le New Deal, dans son combat contre la dépression économique, manquait d'audace et préconisait des solutions trop timides.
11. Maldwyn A. Jones, *The Limits of Liberty: American History, 1607-1980*, Oxford, Oxford University Press, 1983, p. 475; André Kaspi, *Les Américains*, tome I: *Naissance et essor des États-Unis, 1607-1945*, Paris, Seuil, 1986, pp. 317-318. Concernant la question du chômage, il convient de noter qu'il faut attendre la production de masse réclamée par l'effort de guerre, de même que la mobilisation générale des hommes en état de porter les armes, pour que disparaisse à toutes fins utiles la catégorie des sans-emploi aux États-Unis (*ibid.*, p. 317). Notons par ailleurs que certaines agences fédérales créées dans le cadre du New Deal avaient recours à des pratiques ségrégationnistes vis-à-vis des Noirs. Néanmoins, un historien ne manque pas de faire remarquer que le 32^e président des États-Unis «appointed Negroes to more important posts than they had ever held» (William E. Leuchtenburg, *Franklin D. Roosevelt and the New Deal, 1932-1940*, New York, Harper & Row, Publishers, 1963, p. 186).
12. Paul Conkin, *The New Deal*, New York, Thomas Y. Crowell Company, 1975, p. 100.
13. Pierre Melandri et Jacques Portes, *op. cit.*, p. 119.
14. Une telle mesure encouragea notamment la fondation, en 1935, d'un nouveau syndicat destiné aux ouvriers des industries de la sidérurgie, du textile et de l'automobile: le *Committee for Industrial Organization* (C.I.O.) qui, devint incidemment, l'année suivante, le *Congress of Industrial Organizations*. Selon l'historien Jean-Michel Lacroix, la loi Wagner, qui permit en outre aux effectifs des syndicats de franchir le cap du 9 millions de membres en 1940, s'avéra rien de moins que «le grand tournant de l'histoire du syndicalisme américain» (Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, p. 378). À n'en point douter, le tout aide à comprendre le propos d'un autre historien à l'effet que «as the New Deal evolved, it increasingly acted as a broker for all organized interest groups – not just business, but also agriculture, labor, and other sectors» (Paul S. Boyer et al., *The Enduring Vision: A History of the American People*, vol. II: *From 1865*, Lexington, D. C. Heath and Company, 1990, p. 897). Toujours est-il que le *Fair Labor Standards Act* de 1938 vint conforter les acquis sociaux du *National Labor Relations Act* en établissant un plafond pour les durées de travail (40 heures par semaine) et un plancher pour les salaires (taux horaire de 40 cents).

dernière loi, à l'instar de quelques-unes adoptées concernant les banques, l'énergie hydroélectrique et l'agriculture, constitua une réforme durable. Surtout, Roosevelt, en réussissant à faire voter l'ensemble de lois le plus imposant depuis l'époque de George Washington, a habitué les Américains à l'intervention du gouvernement fédéral et du Congrès dans les affaires socio-économiques.

◆ ◆ ◆
**Roosevelt, en réussissant
à faire voter l'ensemble de lois
le plus imposant depuis l'époque
de George Washington,
a habitué les Américains
à l'intervention du gouvernement
fédéral et du Congrès dans
les affaires socio-économiques.**
◆ ◆ ◆

Sous sa présidence, à vrai dire, on assista à l'émergence de l'État-providence (*Welfare State*), encore que l'expression ne fit son apparition qu'à partir des années 1940.¹⁵ À cet égard, le *Social Security Act* d'août 1935 joua un rôle de premier plan dans la mesure où cette loi à caractère humanitaire jeta les bases d'un système de sécurité sociale protégeant une partie du peuple américain contre les risques inhérents au chômage et à la vieillesse. De faire valoir un historien : « The Social Security Act was far from perfect. It set benefit payments at an extremely low level; contained no provision for health insurance; and excluded millions of farmers, domestic workers... However, the law did establish the principle of federal responsibility for social welfare and created the basic framework for a welfare system that would evolve and expand in the decades ahead ».¹⁶

En définitive, ce sont autant d'éléments, pour ne nommer que ceux-là, qui aident à comprendre pourquoi il importe de se souvenir de Franklin Delano Roosevelt, un personnage que l'historien André Kaspi qualifie sans ambages de « plus grand président des États-Unis du XX^e siècle ».¹⁷ ◆

Bernard Lemelin
Professeur d'histoire américaine
Département d'histoire
Université Laval

La Chute de l'innocence allemande

n.d.l.r. Le film vient de sortir en vidéo et DVD. Par ailleurs, nous tenons à remercier les auteurs et la direction du Journal Le Soleil qui ont permis la reproduction de ce texte déjà paru en février dernier dans les pages du quotidien.

La Chute est un film important. Il frappe fort, partout dans le monde. On n'a qu'à voyager sur internet pour se rendre compte qu'il est analysé sous toutes ses coutures, de multiples façons, par des critiques de cinéma, par des cinéphiles, par des spécialistes de diverses disciplines.

Nous proposons une approche de l'œuvre, qui, jusqu'ici, à notre connaissance, n'a pas été tentée. Le film du cinéaste allemand, Oliver Hirschbiegel, est articulé, de manière systématique, sur le regard : le regard des disciples sur le Führer qui vit ses derniers jours. Des regards extasiés, étonnés, inquiets, dubitatifs, douloureux... Lui, ne regarde pas, sauf pour répondre aux regards illuminés que ses fans lèvent sur lui, à l'image du regard de servilité inusable de son chien (« il est plus intelligent que les humains », dira-t-il) : il fixe longuement le jeune garçon héroïque qui a détruit trois chars russes et qui lève vers lui des yeux fascinés qui ne cillent pas ; il détecte, parmi les jeunes filles venues le voir pour le poste de secrétaire, celle aux yeux écarquillés qui le regarde comme l'être suprême ; il est rassuré par le regard ébloui de sa maîtresse Eva Braun ; il s'attarde sur le visage de la femme de Goebbels qui lui voue un culte inaltérable, qui refusera de lui survivre, qui tuera ses six enfants et qui se suicidera avec son mari (« vous êtes la femme la plus courageuse de l'Allemagne », lui dit-il). Quant à ceux qui ne le regardent plus, qui ont baissé les yeux et les bras, qui l'ont quitté, qui l'ont renié, ils provoquent ses colères les plus terribles et les plus vociférées (« des incapables », « des traîtres », « des lâches »). Quand les Allemands ont cessé de le REGARDER, Hitler n'avait plus de raison d'être et, dans son esprit brumeux, le peuple non plus (« Qu'on n'attende pas que je verse une larme sur le peuple allemand »), et il s'est donné la mort, en ordonnant qu'on fasse disparaître son corps. Non pas, comme on l'a dit, qu'il craignait de subir le sort de Mussolini pendu par les pieds et livré aux crachats de la foule, mais, en plus

profond, par ce que, privé des regards en extase qui lèvent les bras (« heil !, Heil ! »), il n'avait plus d'existence et qu'il devait disparaître, comme le National Socialisme et tout le peuple allemand avec lui.

Le réalisateur Hirschbiegel, pour préparer *La Chute*, n'a pu manquer de revoir le grand film de Syberberg, *Hitler, un film d'Allemagne*. Une œuvre immense de six heures d'affilée, où le Führer nous est montré comme un acteur génétique, un schizophrène profond, un petit bourgeois qui reprisait ses chaussettes, sur son lit, le soir, dans sa chambrette et qui, le jour, sous les regards des Allemands, se prenait pour un dieu. Bruno Ganz avouait à son fils qui tentait de le dissuader de jouer Hitler (« c'est mortel pour ta carrière, tu vas t'empoisonner »), que le plus difficile, pour lui, comédien, était de rendre correctement l'extraordinaire talent d'acteur de son personnage, « sa capacité de se convaincre lui-même et les autres avec lui ».

Hitler était un maniaque de cinéma. Il dévorait les films qu'il se faisait projeter dans une salle aménagée pour lui. Il aimait les westerns où le héros accomplit ses actions d'éclat sous le regard admiratif des acteurs secondaires (les « regardants » écraniques). Il a vu et revu *Les Niebelungen* de Fritz Lang : il s'est identifié à Siegfried, le héros allemand, l'aryen pur et immaculé, tout de blanc vêtu, qui est assassiné par le méchant Hagen drapé de noir (il a dû voir Blanche Neige). Il a voulu prendre Lang à son service pour mettre en images la grandeur du Troisième Reich avec lui au centre. Mais Lang a senti le danger et a fui l'Allemagne en pleine nuit. C'est Leni Riefenstahl qui a fabriqué *Le triomphe de la volonté* (1935), le film cardinal de la propagande nazi.

Il faut dire un mot de ce *Triomphe*, pour saisir ce qui est sous-jacent à *La Chute*. Tout, dans ce film colossal, est en réaction fascinée au Führer illuminé au centre géométrique de l'écran. Tout est droit, pur, bandé, tendu à l'extrême, orienté vers l'acteur Hitler : les corps, les visages hypnotisés, les morceaux de foule, les marches militaires, les discours proférés, les bannières, les drapeaux qui claquent au vent ; tout ce que découpent au scalpel les trente cameramen et les dix-sept éclairagistes. *Le triomphe de la volonté*, c'est, très exactement, le triomphe du Regardé et l'asservissement définitif du

15. André Kaspi, *Franklin Roosevelt*, op. cit., p. 261.

16. Paul S. Boyer et al., op. cit., p. 889.

17. André Kaspi, *Franklin Roosevelt*, op. cit., p. 623.



regardant. Disons mieux, Il n'y a plus, dans ce film fasciste, le plus puissant jamais réalisé, qu'une seule structure qui fonctionne, et elle fonctionne dans sa pureté originelle et mythique, c'est la structure duelle, manichéenne et cinématographique dominante du regardant / regardé, du regardant sur le regardé. C'est l'Allemagne enfin unifiée, pour la première fois de son histoire, qui, à force d'ouvrir grand les yeux, trouve la voie lumineuse et contemple, extasiée, le Führer. Il nous semble que *Le triomphe de la volonté* d'Hitler veut détruire l'Allemagne plurielle et angoissée, l'errance sans feu ni lieu qui s'exprime dans les films expressionnistes qui ont précédé l'apparition du Sauveur et qui était inspirés, pour la plupart, de la frayeur engendrée par la Grande Guerre. Des films «décadents» pour les Nazis, où les personnages jettent des regards terrifiés sur le monde ambiant.

Les hommes de pouvoir, depuis le début du siècle dernier, ont senti la puissance du cinéma. Lénine proclame, deux ans après la révolution d'octobre, que «de tous les arts le cinéma est le plus important». Trotsky s'étonne, en 1923, que les Russes n'aient pas encore mis la main sur le cinéma. Pendant la république de Weimar, les banquiers allemands et les propriétaires des usines Krupp financent les studios de Berlin pour compétitionner les gros producteurs américains. Au lendemain du succès d'Eisenstein, Goebbels s'écrit dans un discours de propagande : «Il nous faut fabriquer des *Potemkine*», Staline corrige, lui-même, les rushes d'*Alexandre Nevski*; au milieu des années trente, Mussolini fait construire Cinecitta dont la mission est de surpasser Hollywood. Mais c'est Hitler qui est allé le plus loin. Jusqu'à la folie pure. Il est entré à pieds joints dans l'écran pour y jouer sa fiction. Dans *La Chute*, aux derniers jours de sa vie, sous le regard ahuri de ses généraux (qu'il ne voit plus), il commande à des armées qui n'existent pas. Le réalisateur Hirschbiegel a dû lire le philosophe Paul Virilio qui note, dans son livre *Guerre et cinéma* : «On reste sidéré en découvrant ce qu'Hitler a réalisé comme dernière opération militaro-cinématographique. Le 28 octobre 1943, alors même que l'armée allemande recule sur tous les fronts, le Führer ordonne le tournage du film *Kolberg*. Il exige que son armée qui se débande dans la guerre réelle reforme ses rangs et fonce sur sa cible sous la direction des cinéastes. Alors que l'on manque de tout, 6 000 chevaux et près de 200 000 hommes sont engagés dans les scènes de bataille, du sel est transporté par

wagons entiers pour figurer la neige dont doit être recouverte la jetée du port. Des quartiers de la cité de Kolberg sont reconstruits près de Berlin pour être, fictivement, bombardés par les canons de Napoléon, cependant que la capitale allemande est écrasée sous les bombes. Et lorsqu'en janvier 1945 le film est prêt à être présenté au public, les salles de Berlin ne sont plus que des amas de ruine».

La Chute n'est pas facile à prendre pour les Allemands. Il fait rebondir leur culpabilité qu'ils cherchent à refouler dans l'ombre depuis soixante ans. Le film leur dit, à la face du monde : Nous sommes coupables, nous avons alimenté la Bête, nous l'avons gorgée de nos regards éblouis de somnambules ; la secrétaire aux grands yeux, c'est la jeunesse allemande coupable de fascination pour le monstre. Rappelez-vous l'horreur des paroles d'Hitler : «J'ai réussi une chose, j'ai nettoyé l'Allemagne de sa gangrène, j'ai tué le Juif». Entendez les deux derniers mots du chien de garde Goebbels, celui qui a concocté «la solution finale» :

«pureté immaculée». Relisez *Le saint empire des Allemands* de Léopold Ziegler et soulignez cette phrase : «L'homme allemand c'est l'homme démoniaque par excellence». Une phrase reprise par Lotte Eisner, en exergue de son livre célèbre, *L'écran démoniaque* (que l'étudiant en cinéma, s'il lit des livres, ne peut pas ne pas connaître). Et, pendant que vous y êtes, ouvrez le livre de Glucksman, *Les Maîtres penseurs* et réfléchissez à ceci : «L'Allemand tue le Juif en lui», à savoir : ce qui dévie de la ligne droite, pure et immaculée, l'errance sémitique, la non-nation. ♦

Paul Warren

Professeur de cinéma

Université Laval,

Auteur de *Secret du star-system américain : le dressage de l'œil*

avec la collaboration de

Alice-Anne Busque Ph.D.

Professeur

Cégep Limoilou

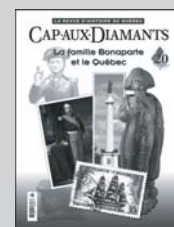
Spécialiste du cinéma allemand (1910-1940)

Parus récemment

- ♦ Quand la nature se fâche
(Les grandes catastrophes naturelles de notre histoire.)
- ♦ Hors série 2005: La ville de Québec
(12 articles couvrant les quatre siècles d'histoire de la ville.)

Vous êtes-vous procuré la parution 20^e anniversaire?

Ce volumineux numéro dont la thématique est «La famille Bonaparte et le Québec» célèbre l'arrivée, il y a 150 ans, du premier navire armé français dans le port de Québec depuis 1763 : *La Capricieuse*. De plus, *Cap-aux-Diamants* vous offre, sur deux pages en couleur, toutes les couvertures parues depuis 20 ans.



LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC
CAP-AUX DIAMANTS



418.656.5040

revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca ♦ www.capauxdiamants.org



Bonheur d'occasion et Le Survenant

Deux œuvres parues en 1945

La Drôle de guerre s'achevait à peine quand parurent deux romans qui allaient stigmatiser la littérature d'ici. Juin 1945, le roman en deux tomes, Bonheur d'occasion de Gabrielle Roy quittait les presses Thérien et frères pour les éditions Pascal. Aux éditions Beauchemin, paraissait Le Survenant de Germaine Guèvremont.

Deux femmes, deux œuvres phares qui conquirent presque tout aussitôt un grand succès populaire comme en témoignent les nombreux prix et récompenses qu'elles se sont mérités sans négliger la diffusion internationale qui s'en suivit.

Le roman de Gabrielle Roy trace un portrait misérabiliste de la famille ouvrière canadienne-française arrachée à ses racines paysannes, encore mal adaptée à la vie urbaine et qui dérive au gré de la crise des années 1930. Dans le quartier pauvre de Saint-Henri qui jouxte en contre-bas l'opulente City of Westmount, une petite société étriquée, victime impuissante des conditions économiques désastreuses qui ont cours, en quête de petits bonheurs d'occasion, trouvera dans la guerre, en marge de toute idéologie politique ou nationaliste, une voie de survie bien fragile.

Le roman de Gabrielle Roy (Bonheur d'occasion)

trace un portrait misérabiliste de la famille ouvrière canadienne-française arrachée à ses racines paysannes, encore mal adaptée à la vie urbaine et qui dérive au gré de la crise des années 1930.

Pendant que Gabrielle Roy s'inspire des événements internationaux récents pour camper son récit, Germaine Guèvremont les ignorent complètement. Seule une référence à une date de construction sur un bâtiment de ferme et l'allusion au congrès eucharistique de Montréal nous permettent d'en établir l'époque.

Le roman est un roman de facture plus classique par sa brièveté et son souci d'unité. L'histoire se déroule en une année, de l'automne 1909 à l'automne 1910. L'auteure dresse le décor dans les îles de

Sorel. L'action est simple: un étranger arrivé de nulle part vient déranger la quiétude ancestrale des habitants de la place, le Chenal du moine.

Alors que Gabrielle Roy inaugure un genre qu'on dira de mœurs urbaines, Germaine Guèvremont clôt le cycle des romans de la terre qui prônaient la survie dans l'attachement à la terre des ancêtres et au clocher du village.

Pour la première fois dans la littérature d'ici encore jeune, le héros est un étranger, un «survenant», un homme jeune et beau dont on ignorera jusqu'à la fin et le nom et les origines.

Dans un décor de campagne pittoresque où les rôles individuels se sont sclérosés dans des rituels immuables, le Survenant apparaît comme un personnage éminemment différent et moderne. Voilà bien ce qui dérange.

Dans un décor de campagne pittoresque où les rôles individuels se sont sclérosés dans des rituels immuables, le Survenant (de Germaine Guèvremont) apparaît comme un personnage éminemment différent et moderne.

Homme de la ville plus que de la campagne, elle l'attire pour tous les plaisirs défendus qu'elle offre: le jeu, la boisson, les femmes... C'est là qu'il va dissiper son mal à l'âme, son ennui, c'est là qu'en toute liberté il devient sujet de scandale aux yeux des âmes prudes du village.

Le garçon est jeune, beau et fort. Sa carrure de highlander, sa crinière lumineuse, son teint pâle excitent l'envie de filles du Chenal du moine.

Il a tous les talents, toutes les habiletés aussi bien ceux réservés aux femmes comme de coudre ses boutons, faire la cuisine ou jouer du piano que ceux attribués aux hommes.

Il travaille la terre, se défend avec ses poings, répare des meubles de style, construit un canot, connaît par cœur le nom des outils, redéfinit le travail saisonnier, mais surtout sait parler du vaste monde et faire rêver des beautés d'ailleurs.

Fidèle en cela aux romans de la terre traditionnels, Germaine Guèvremont développe son récit selon le cycle des saisons et leur symbolisme.

Les débuts conviennent mieux au printemps, rarement a-t-on commencé un récit à l'automne, pourtant c'est ce qu'elle fait. On est à la fin du mois d'octobre 1909 quand le Survenant frappe, un soir, à la porte des Beauchemin. L'automne c'est le déclin, le replis de la nature, la fin des choses qui mène au repos de l'hiver, saison de l'ensevelissement et de la stagnation qui deviendra par le savoir-faire du Survenant une saison prometteuse. Sept des dix-neuf chapitres lui sont consacrés. Alors que l'été, la saison de toutes les espérances, celle qui rayonne dans les romans traditionnels, Germaine Guèvremont l'esquisse en quelques paragraphes pour ramener au premier plan l'automne et les ruptures qu'on connaît annonçant un avenir désormais différent.

Le cinéaste Éric Canuel a bien saisi cette modernité du roman de Germaine Guèvremont et de son personnage central venu stimuler un monde agonisant. Le père Didace, veuf depuis peu, vieux dans son âme endeuvillée retrouve au contact de l'étranger gaillardise, couardise et nouvelle flamme.

Phonsine est remuée par les paroles et les gestes du Survenant.

Angéline Desmarais qui voulut se faire religieuse par dépit des hommes s'éveille à l'amour, une émotion inconnue.

Là où le cinéaste dépasse la modernité de l'auteure, il me semble, c'est dans la façon que le Survenant a d'être libre. Germaine Guèvremont en fait un gars épris de liberté, de changements, de recherche d'un ailleurs toujours nouveau qui ne peut se réduire à n'habiter qu'une petite terre rangée à côté de celle du voisin.

Le personnage qu'incarne Jean-Nicolas Verreault semble davantage incapable d'attachement, d'engagement qu'épris de liberté et de grands espaces. La relation père-fils qu'il établit avec le père Didace n'a pas la même portée. Dans le film, la blessure du fils abandonné à la recherche d'un père est mise en évidence alors que le roman ignore tous liens paternels.

Le Survenant est un beau personnage d'homme sensible, attentif, respectueux dans un univers masculin mal poli. À côté de lui, le Jean Lévesque de Gabrielle Roy apparaît comme un méprisable petit arriviste. ♦

Yves Houde

Professeur de littérature retraité
et animateur à Radio-Galilée



Hiroshima, pourquoi la bombe?

Pourquoi la bombe A a-t-elle été larguée sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki? Pour conclure la Seconde Guerre mondiale, pour que le conflit s'achève, pour gagner rapidement la guerre, pour mettre fin à la puissance japonaise... Voici les réponses qui suivront cette question, dans 90 % des cas, mentionne Alain Dalongeville dans «Hiroshima, pourquoi la bombe?», chapitre de son livre Enseigner l'histoire autrement.¹ Pourtant, sont-ce les seules raisons? Loin de là, d'autres raisons moins connues, moins traitées voire le plus souvent absentes existent bel et bien.

Alain Dalongeville nous propose de découvrir une autre facette de l'histoire d'Hiroshima et de Nagasaki, trop souvent omise, par méconnaissance, par souci de simplicité ou de compréhension. Or, Dalongeville offre une formule d'activité sur ce sujet soutenant son fort potentiel pédagogique et historique.

L'auteur propose une activité d'une durée de deux heures trente. Les quinze premières minutes sont consacrées à l'expression des représentations sociales des participants à propos du sujet. Les trente minutes suivantes (phase 1) voient les étudiants prendre connaissance d'une chronologie, de documents du pays attribué (4 équipes et 4 pays: Japon, URSS, États-Unis et Grande-Bretagne) pour se faire un topo. Une heure est alors utilisée à mettre en place le jeu de rôle et le réaliser (phase 2), jeu de rôle qui demande aux équipes de présenter leur point de vue sur la question de la bombe atomique. Enfin, le dernier quarante-cinq minutes sert à la formalisation et à la théorisation (phase 3) où les élèves doivent écrire une synthèse, discuter et réfléchir sur l'activité réalisée.

Le contenu historique abordé par ce travail est fort passionnant. Cette activité s'avère très intéressante puisqu'elle s'attarde à un événement d'importance parfois à peine cité, souvent en raison du temps disponible. Il s'avère d'une grande pertinence puisqu'il permet de découvrir l'ensemble des raisons de cet événement, de le saisir dans sa «totalité».

Rechercher ainsi les causes de cet événement, les raisons l'ayant entraîné, action au cœur du travail des historiens, permet d'initier les étudiants à une tâche historique tout comme le fait d'analyser des sources à ce propos leur permet de pratiquer la principale méthode d'analyse historique. À travers ces tâches particulièrement historiques, l'élève met aussi en pratique son sens de l'analyse tout comme son sens critique. L'enseignant pourra amener ses élèves à effectuer un travail métacognitif sur ces aspects, les y faisant réfléchir afin qu'ils prennent conscience des méthodes et stratégies utilisées, historiques ou non, et de leur potentiel.

De plus, en abordant ces causes méconnues, omises voire cachées durant plusieurs années, le professeur pourra aborder la question de la construction de l'histoire, de discours subjectif et des différents points de vue sur un même événement historique. Les collégiens sont à même de prendre conscience de cet état de fait sans qu'il soit nécessaire d'y accorder un cours complet. En faire la mention, en discuter quelque peu permettra de les éveiller à ces concepts, peut être de les y faire réfléchir par la suite et de les faire mûrir dans leur esprit. Ayant découvert ces concepts à l'université, abasourdie et stupéfaite, je me suis dit en mon for intérieur: pourquoi ne m'a-t-on jamais parlé de ceci auparavant? La question de

la «vérité historique» peut ainsi être traitée et discutée.

Très intéressante, pertinente et permettant de nombreux apprentissages et débuts de prise de conscience, cette activité vaut la peine d'être essayée. Elle peut bien évidemment être prise comme telle mais aussi être adaptée, remodelée selon les besoins du cours, ceux des apprenants, du temps disponible...

Durant mon stage, cette activité m'a paru fort riche tant au niveau des contenus historiques que de la pratique de méthodes historiques et de sciences humaines. Ne disposant pas de deux heures trente, je l'ai modifiée. Les documents ont été divisés et organisés par raison, distribués à différents groupes d'étudiants qui devaient dégager la raison évoquée pour lancer la bombe A. Les équipes partageaient ensuite leurs découvertes avec les autres et j'inscrivais les réponses dans un schéma au tableau, divisant les raisons officielles et officieuses. Les élèves ont pu exprimer leurs réactions sur ces découvertes. Ils ont fort apprécié ce court exercice d'une quinzaine de minutes qui leur a permis de poser des hypothèses, de participer, de discuter, qui les a surpris et fait réfléchir... parce que les résultats sont étonnants!

À essayer absolument! ♦

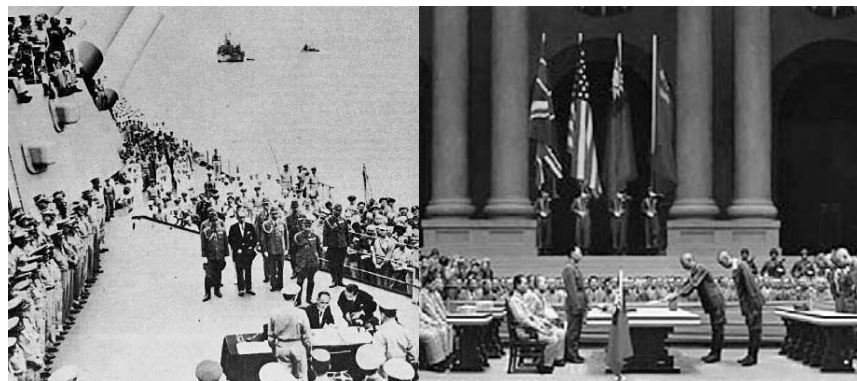
Fanny Bordage

Bachelière en histoire et finissante
au Diplôme en enseignement collégial
(Université Laval)

1. Alain Dalongeville, «Hiroshima, pourquoi la bombe?», Enseigner l'histoire autrement: devenir les héros des événements du passé, Paris, 2002, Chronique sociale, p.140-162.



Explosion de la bombe A à Hiroshima



Fin de la Seconde Guerre mondiale





Les Québécoises peuvent voter aux élections provinciales depuis 65 ans

Le 25 avril 1940, le Québec perdait enfin la distinction d'être la seule province canadienne à ne pas accorder à ses citoyennes le privilège de choisir ses représentants à son assemblée législative.

Certes depuis 1917, en vertu de la Loi des élections en temps de guerre, le droit de vote fédéral avait été accordé aux Québécoises comme aux autres Canadiennes membres des forces armées ou qui étaient parentes de militaires. Et dès l'année suivante, toutes les Québécoises âgées de 21 ans et plus pouvaient elles aussi voter aux élections fédérales. Pour elles, pas question toutefois de voter aux élections provinciales.

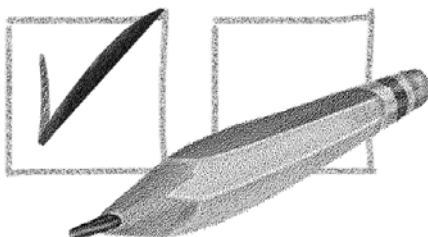
Mais pourquoi un tel retard alors que les femmes des Prairies, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario votent depuis 1916 et 1917 et que leurs consœurs des Maritimes ont toutes obtenu ce droit entre 1918 et 1922? Pourtant, au Québec, les féministes réclament ce droit avec énergie. Francophones et anglophones œuvrent d'ailleurs ensemble au sein du Comité provincial du suffrage féminin fondé par Marie Gérin-Lajoie et M^{me} Walter Lyman en 1921. À ces pionnières se joignent bientôt Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain.

En 1922, une première délégation féministe va rencontrer le premier ministre libéral Louis-Alexandre Taschereau. En vain. Taschereau leur refuse tout net ce droit. De fait, les autorités civiles et religieuses du Québec s'opposent au vote des femmes et veulent les tenir à l'écart de la politique. Pour des motifs différents selon Le collectif Clio qui écrit dans *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*: «Le pouvoir religieux craint le suffrage féminin qui amènerait, selon lui, l'émancipation trop rapide de la femme et l'attiédissement de la foi dans les familles; le gouvernement en place redoute d'accorder le droit de vote aux femmes, car il présume que ces nouvelles voix iraient à l'adversaire, le Parti conservateur.». Henri Bourassa attaque lui aussi vivement les féministes qui veulent transformer les femmes en «cabaleurs, souteneurs d'élections», en «hybrides qui détruisent la femme-mère et la femme-femme». Une position qui s'explique, selon l'historienne Susan Mann Trofimenkoff, par la vision particulière qu'a Bourassa du rôle

de l'homme et de la femme. Être rationnel et logique, l'homme est destiné à être le chef de la société alors que la femme doit jouer un rôle de modération et de réconciliation. Mais des femmes elles-mêmes sont opposées au suffrage féminin, à commencer par Françoise Gaudet-Smet. Pour elle, comme pour bien des femmes, la politique était l'occasion de «trafic de votes, une occasion de "soulades", d'assemblées contradictoires et de batailles où la femme n'avait pas sa place». Elle qui détient tant de pouvoir à la maison n'a pas besoin d'aller œuvrer dans la sphère publique où d'ailleurs la société la maintient à l'écart.

Être rationnel et logique, l'homme est destiné à être le chef de la société alors que la femme doit jouer un rôle de modération et de réconciliation.

Malgré ces oppositions nombreuses, les féministes reprennent la lutte. Regroupées au sein de deux associations, la Ligue pour les droits de la femme, présidée par Thérèse Casgrain, et l'Alliance canadienne pour le vote des femmes, dirigée par Idola Saint-Jean, elles accomplissent annuellement, en dépit des sarcasmes et du chauvinisme dont elles sont l'objet, un «pèlerinage» au Parlement de Québec pour réclamer le droit de vote pour les femmes. En vain également, du moins jusqu'en juin 1938 où Thérèse Casgrain parvient à faire inscrire la question du suffrage féminin au programme du congrès du Parti libéral du Québec et à la faire accepter par les délégués dont plusieurs sont des femmes. Devenu chef du Parti libéral, Adélard Godbout promet lors de la campagne électorale de 1939 d'accorder le droit de vote aux femmes. Élu premier ministre, il annonce dans son discours du trône qu'il tiendra cette promesse.



Mais, des femmes elles-mêmes sont opposées au suffrage féminin [...]. Elle qui détient tant de pouvoir à la maison n'a pas besoin d'aller œuvrer dans la sphère publique où d'ailleurs la société la maintient à l'écart.

Ce discours attise l'opposition du clergé. Dans un communiqué, le cardinal Villeneuve de Québec soutient notamment qu'accorder le droit de vote aux femmes irait «à l'encontre de l'unité et de la hiérarchie familiale». Croyant savoir, comme plusieurs membres de la hiérarchie religieuse ce qui est bon pour la femme, il soutient aussi que la femme serait ainsi exposée «à toutes les passions et à toutes les aventures de l'électorisme». La menace de démission du premier ministre et de son remplacement par le radical et anticlérical député Téléphone-Damien Bouchard vient à bout des résistances du clergé. Grâce à cette astuce politique, les Québécoises obtiennent finalement le droit d'élire leurs représentants provinciaux le 25 avril 1940. Elles ne feront toutefois usage de cette victoire bien méritée qu'aux élections de 1944. Les Libéraux seront alors défaits par l'Union nationale de Maurice Duplessis, une défaite qu'il faut plutôt attribuer à la question de la conscription qu'à la participation féminine aux élections.

L'obtention du droit de vote faisait en sorte que la moitié de la population du Québec pouvait exercer un droit politique fondamental lors des élections provinciales. Il s'agissait d'un moment important de la lutte des femmes pour l'égalité politique et juridique. ♦

Andrée Dufour

Cégep Saint-Jean-sur-le-Richelieu

Ouvrages consultés:

LE COLLECTIF CLIO, *L'histoire des femmes au Québec*, Montréal, Le Jour, éditeur, 1992

LINTEAU, Paul-André, DUROCHER, René, ROBERT, Jean-Claude et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain*. Tome II. Le Québec depuis 1930, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989

L'Encyclopédie du Canada, édition 2000, Montréal, Éditions internationales Alain Stanké, 2000.

COLLOQUE

automne de l'APHCQ

24 septembre 2005

Musée de la Civilisation – 85, rue Dalhousie, Québec

Invitation du président de l'APHCQ

Cette année, contrairement à notre habitude, notre rencontre annuelle se tiendra à la rentrée des classes plutôt qu'à la fin de celles-ci. Des circonstances hors de notre contrôle ont fait que nous avons dû reporter notre congrès. C'est donc une journée de rencontre, un colloque, que nous vous offrons en septembre plutôt qu'en juin 2005 en guise de rencontre annuelle.

Nous sommes conscients de tout ce qui peut faire que seulement un petit nombre de nos membres seront présents à la **journée du 24 septembre**: nous sommes en début de session, un samedi qui est habituellement pour plusieurs consacré aux activités familiales, nous demanderons pour 2005-2006 deux activités de perfectionnement (le colloque 2005 et le congrès 2006) alors que les comités de perfectionnement sont en restriction budgétaire. Nous savons tout cela et c'est pourquoi nous avons hésité à organiser cette journée. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons cherché le plus bas coût pour l'activité, soit 75 \$.

D'un autre côté, cela fait plus d'un an que nous ne nous sommes pas retrouvés ensemble pour nous ressourcer ou simplement pour discuter de ce que nous vivons et de ce qui nous arrive. Le thème choisi autour de l'histoire et de la civilisation russes permet aussi un excellent ressourcement en ouvrant une avenue que plusieurs explorent rarement. Ce sera aussi l'occasion de dire à l'exécutif que vous élirez ce que sont vos projets, ceux que vous souhaitez

pour notre association. Les tournants pris ces dernières années doivent-ils être maintenus? Nous voulons une association vivante et active. Il serait donc bon que nous soyons là pour faire connaître ce que nous pensons et désirons.

Ce sera aussi l'occasion pour plusieurs de revoir les collègues d'une autre région, ceux et celles dont c'est le seul temps où ils peuvent discuter d'enseignement de l'histoire avec des professeurs et professeures qui vivent des réalités semblables et si différentes. C'est aussi saisir l'occasion unique de visiter une exposition d'envergure, et de le faire en compagnie de celui qui en était le conseiller scientifique.

En l'espace de quelques semaines, des collègues et moi-même avons organisé parallèlement à la parution du *bulletin de l'APHCQ* un colloque qui saura, j'en suis certain, être formateur et intéressant. Je vous invite donc à être présent. Merci à Martine Dumais et à Julie Gravel-Richard pour cette journée. Et merci à vous tous et vous toutes de vous y inscrire en nous retournant la fiche d'inscription insérée dans le présent bulletin **avant le 10 septembre**. Merci aussi au Musée de la Civilisation ainsi qu'à nos partenaires et aux éditeurs sans qui la journée aurait été impossible. Nous vous attendons...

J.-Louis Vallée
Président APHCQ

Horaire

- 9h30 Accueil
- 10h30 Conférence de Talbot Imlay:
La Russie et l'Allemagne dans la Deuxième Guerre mondiale: les visions du cinéma
- 12h00 Assemblée générale de l'APHCQ et élection de l'exécutif
(cf. document ci-joint)
- 14h00 Conférence d'Alexandre Sadetsky:
La Russie: une histoire et une civilisation à redécouvrir
- 15h30 Mini-salon des exposants et cocktail
- 16h30 Visite commentée de l'exposition
«Dieu, le tsar et la révolution»
avec M. Alexandre Sadetsky,
conseiller scientifique
(présentation de l'exposition sur la fiche d'inscription)
- 18h30 Souper au Café du monde
(activité optionnelle non-incluse dans le prix)

ATTENTION: Pour la 2^e partie de la journée, soit à partir de 14h, les conjoints ou conjointes peuvent se joindre au groupe. Pour un coût minime de 10 \$, ils auront droit à la conférence, au cocktail et à la visite commentée.

Conférences

La Russie et l'Allemagne dans la Deuxième Guerre mondiale: les visions du cinéma

M. Imlay présentera les enjeux de deux films qui traitent de la Deuxième Guerre mondiale et, en particulier, de la guerre sur le front est (germano-soviétique). Le premier film est «Ballad of a Soldier», une œuvre de Grigori Chukhrai, qui date de 1959 et présente la dévastation matérielle et humaine de la Russie; l'autre film est «Stalingrad», un film qui date de 1992 et dépeint la fameuse bataille d'un point de vue allemand. Le but sera de contraster les deux films et les deux perspectives qu'ils offrent de la guerre.

M. Talbot Imlay est professeur d'histoire à l'Université Laval. Il est détenteur d'un doctorat de Yale et d'un post-doctorat d'Harvard. Il est spécialiste en histoire de la politique internationale et en histoire européenne contemporaine. Parmi ses dernières publications, on retrouve: *The Fog of Peace: Military and Strategic Planning Under Uncertainty* (codirection avec Monica Duffy Toft). London. Frank Cass, 2005; *Facing the Second World War: Strategy, Politics and Economics in Britain and France, 1938-1940*. Oxford/New York, Oxford University Press, 2003; «Mind the Gap: The Perception and Reality of Communist Sabotage of French War Production during the Phony War, 1939-40», à paraître dans *Past & Present*.

La Russie: une histoire et une civilisation à redécouvrir

M. Alexandre Sadetsky nous fera découvrir quelques aspects de l'histoire et de la civilisation (cinéma, art, littérature) russes en nous contextualisant l'évolution de ce monde fascinant et en mettant en évidence les liens qui ont été développés avec l'Occident. Cet exposé nous permettra de mieux comprendre la visite de l'exposition «Dieu, le tsar et la révolution» qui suivra.

M. Sadetsky est détenteur d'une maîtrise ès arts, langue et littérature russes de l'Université d'État de Moscou et d'un doctorat en études russes et slaves de McGill. Il s'occupe activement du Centre Moscou-Québec depuis les années 1990. Il a travaillé depuis 2002 à la préparation et à l'élaboration de l'exposition au Musée de la civilisation dont il est l'un des principaux artisans.



Rencontre avec...

Jean-Pierre Derriennic

Rencontre avec...

n.d.l.r. Le comité de rédaction du Bulletin de l'APHCQ a cru qu'une entrevue sur le terrorisme et ses enjeux historiques ainsi que politiques en cette période mouvementée serait particulièrement pertinente. Nous remercions M. Jean-Pierre Derriennic, professeur en sciences politiques à l'Université Laval, pour la grande gentillesse avec laquelle il a répondu à nos questions en plein milieu du mois de juillet. M. Derriennic est détenteur d'un doctorat d'État de l'Institut d'Études politiques de Paris, et l'auteur de plusieurs articles et ouvrages dont « Violence instrumentale et violence mimétique. L'estimation des effets politiques des actions terroristes », Stéphane Courtois, dir., Enjeux philosophiques de la guerre, de la paix et du terrorisme, Québec, PUL, 2003, et Les guerres civiles, Paris, Presses de Sciences po, 2001.

APHCQ. Bonjour Monsieur Derriennic et merci de nous recevoir !

JPD. Bienvenue.

APHCQ. En débutant, comment définissez-vous le terrorisme ?

JPD. Il y a beaucoup de définitions possibles. Celle que j'ai tendance à utiliser, dans mes cours ou dans un de mes livres : c'est une façon d'utiliser la violence qui se caractérise par le fait qu'on ne vise pas d'abord les personnes que l'ont atteint directement, mais on cherche à obtenir un effet psychologique de terreur sur d'autres. Par exemple, lors de la Deuxième guerre mondiale : certains avions ont été utilisés pour bombarder des forces armées ou des ponts, pour couper des lignes de communication... Ce n'était pas du terrorisme. Certains bombardements ont été qualifiés de terroristes, et avec raison, notamment les bombardements sur les villes la nuit. Les bombardements sur les villes allemandes étaient faits la nuit parce que les avions de bombardement étaient trop vulnérables pour voler le jour, ils auraient été abattus en trop grand nombre et donc les bombes étaient lancées sur les villes, comme ça, sans viser des cibles précises. Et le but des militaires et du gouvernement britanniques qui ont conçu cette stratégie et qui en ont beaucoup discuté, c'était de démoraliser la population et de paralyser l'économie en démoralisant la population. Donc, le terrorisme peut être utilisé dans une guerre

internationale, comme dans l'exemple que je viens d'utiliser.

Il peut être utilisé, et c'est là qu'il a été le plus utilisé historiquement, par un pouvoir en place pour faire tenir tranquille une population. Les méthodes consistant à prendre des otages, à tuer des gens au hasard, à brûler des villages sont très anciennes. On retrouve ces méthodes-là dans les guerres coloniales au 20^e siècle. Au moment de la révolte de l'Algérie en 1954, l'armée française en Algérie reçoit des directives de punir collectivement les populations. C'est trop compliqué de faire des enquêtes pour savoir qui a commis un attentat. Si un attentat a eu lieu près d'un village, on brûle le village ou on torture tous les hommes du village. Le pouvoir en place peut ainsi utiliser la terreur pour faire respecter ou pour maintenir son pouvoir.

Il y a donc le terrorisme entre ennemis dans une guerre, il y a le terrorisme des gens au pouvoir contre les populations dominées, et la troisième utilisation est le terrorisme des révoltés. Le terrorisme des révoltés est beaucoup plus récent, historiquement. Parce que pendant longtemps, pour faire du terrorisme efficace contre des dirigeants politiques, il fallait s'en prendre à eux-mêmes ou à leur famille. Assassiner des gens au hasard prend une importance à partir du moment où on a des régimes démocratiques. Si les gouvernements sont responsables devant les populations ou se sentent responsables des populations, si les gouvernements sont préoccupés du bien-être des populations, ce qui se développe, à partir des régimes démocratiques, il devient possible d'essayer d'exercer une influence politique, en visant, non pas les détenteurs du pouvoir, mais n'importe qui. C'est effectivement difficile de trouver des exemples d'actions terroristes de la part d'insurgés, visant n'importe qui dans un pays ou dans une société, avant le XIX^e siècle. Les anarchistes du XIX^e siècle visaient des dirigeants, les anarchistes russes visaient à assassiner un tsar, il y en a un autre qui a assassiné un président des États-Unis, il y a eu aussi un président de la République française, Sadi Carnot, qui a été assassiné. Il y avait aussi des cibles de dirigeants. Mais il y avait aussi une bombe, mise dans un café, Place de l'Opéra à Paris en 1898. On voit se développer dans un

contexte de démocratisation des régimes politiques l'idée de viser n'importe quoi, n'importe où.

Historiquement, le terrorisme répressif, le terrorisme des gens au pouvoir pour se maintenir au pouvoir qui est de loin le plus ancien, reste aujourd'hui de loin le plus important. Si on regarde comment gouvernait Saddam Hussein en Irak, si on regarde comment est gouvernée la Birmanie, comment sont gouvernées beaucoup de sociétés dans le monde, il y a cette idée de taper sur un peu n'importe qui pour faire peur aux autres qui est l'idée centrale du terrorisme.

L'utilisation politique du mot terreur lui-même vient de la Révolution française. Ce sont les dirigeants du comité de Salut public, Robespierre et ses alliés, qui emploient le mot « terreur » pour dire leur intention de terroriser les adversaires de la révolution. Et c'est un terrorisme répressif. La guillotine sur la place de la Concorde à Paris, c'est l'idée de montrer la violence, pour intimider les adversaires du régime en place. Au départ, le mot terreur n'était pas péjoratif. Et les mots, terreur et terrorisme, ensuite, vont être repris par les adversaires de la révolution, au XIX^e siècle avec une connotation négative. Donc, l'utilisation politique des mots « terreur » et « terrorisme », se développe à partir de là et devient aujourd'hui, un terme qui est utilisé à toutes les sauces par tout le monde pour dénoncer les gens qu'on n'aime pas. Ça fait des polémiques à n'en plus finir pour savoir qui sont les terroristes et qui sont les combattants de la liberté. Quelques fois, les combattants de la liberté sont des terroristes.

APHCQ. Vous nous avez présenté une évolution du concept et une définition du concept et les formes de terrorisme, est-ce qu'on peut comprendre qu'il y a toujours eu du terrorisme dans l'histoire ?

JPD. Sans aucune doute. Regardez comment on décrit, dans la Bible, la façon dont les Juifs ont conquis la Terre promise. Regardez les méthodes utilisées pour persuader Pharaon de les laisser partir. Regardez l'histoire de l'Empire romain, les récits de la Guerre du Péloponnèse de Thucydide, les Athéniens et les Méliens. Ce qui est très ancien, c'est le terrorisme, ce qui est nouveau, c'est le mot. Et ce qui est assez nouveau, c'est l'utilisation du terrorisme par des gens qui se révoltent. C'est ça qui est plu-



tôt nouveau, parce que ça, je crois, c'est plutôt lié au développement des systèmes politiques démocratiques. C'était beaucoup plus difficile à concevoir ou à pratiquer dans des systèmes politiques plus anciens. **APHCQ.** Vous avez associé ce moyen d'action, pas nécessairement à la pauvreté, mais surtout aux impuissants, à ceux qui n'ont pas le pouvoir.

JPD. Oui. C'est une des idées auxquelles je tiens. C'est rare que des stratégies terroristes soient efficaces. L'exemple des bombardements de la Deuxième Guerre mondiale a été étudié dans les moindres détails. Il y a toujours eu pendant la guerre des gens qui ont dit qu'on ne devrait pas faire la guerre comme ça, pas tellement pour des raisons morales, mais parce que ça ne marche pas. Parce que les avions utilisés pour bombarder les villes seraient beaucoup plus utiles ailleurs.

APHCQ. Le débat a eu lieu à l'époque?

JPD. Le débat a eu lieu à l'époque, les études ont été faites après la guerre. Et le débat a été vraiment réglé après la guerre par des gens qui ont dit, dans le débat en 1941-1942, ce sont ceux qui étaient contre qui avaient raison et ce sont ceux qui étaient pour qui se trompaient considérablement sur l'ampleur de la destruction qui pouvait être faite avec ces bombes et sur l'effet que cela aurait sur le déroulement de la guerre. On peut dire la même chose dans le cas des Français en Algérie. Lorsque commence la guerre d'Algérie en 1954, les insurgés algériens ne sont pas très nombreux dans la population. Et la décision de l'armée française, appuyée par le gouvernement, de faire une stratégie de punition collective de la population pour essayer de réprimer la révolte, a évidemment aggravé la révolte. Si le risque d'être puni est le même, que vous soyez coupable ou innocent, pourquoi rester innocent? Donc, les stratégies terroristes sont très rarement efficaces. Il est rare qu'on puisse trouver des exemples où on peut dire: ils ont utilisé une stratégie terroriste et ils ont gagné grâce à cette stratégie terroriste. Les Algériens ont gagné leur indépendance, mais je ne crois pas que ce soit grâce à cette stratégie. Les Alliés ont gagné la Deuxième Guerre mondiale, et ce n'est pas grâce aux bombardements sur l'Allemagne.

Il y a des exceptions. Une exception frappante, ce sont les attentats en Espagne l'année dernière dans les trains. L'attentat est fait pas des gens qui veulent que les troupes espagnoles se retirent d'Irak et effectivement, deux mois après, les troupes espagnoles sont parties d'Irak. Pourquoi ce

résultat? Dans la population espagnole, même avant les attentats, il y avait une majorité très importante contre la présence des Espagnols en Irak. Et le gouvernement espagnol, effrayé à l'idée que l'attentat allait influencer les élections, a prétendu, contre l'évidence que c'était l'ETA, le mouvement basque, qui était responsable. Et est-ce l'attentat ou les mensonges du gouvernement qui lui ont fait perdre les élections, on ne le saura jamais avec certitude.

Par ailleurs, les Britanniques, en Irlande du Nord, pensent avec raison que leurs objectifs sont justes. Il ne faut pas que l'Irlande du Nord soit réunifiée en imposant par la violence à la majorité de la population en Irlande du Nord cette réunification. Et même le gouvernement en Irlande du Sud est d'accord avec ça et ils le disent officiellement depuis 1998, et même avant 1998 ils ne le disaient pas officiellement, mais ils le pensaient déjà. Donc, les Britanniques sont responsables du maintien de l'ordre en Irlande du Nord et ils doivent s'efforcer de le faire avec le moins de brutalité possible, le moins d'erreur possible, en essayant d'empêcher les attentats et de trouver une solution politique. Et les attentats, il y en a eu plusieurs faits en Grande-Bretagne, dont un qui a failli tuer Margaret Thatcher à Brighton au milieu des années 80. À partir du moment où les Britanniques pensent que leurs objectifs politiques sont justes dans ce conflit, alors le terrorisme n'est pas une stratégie efficace. On a dit souvent que le terrorisme est la stratégie des pauvres. C'est très souvent la stratégie des puissants pour opprimer les pauvres. On a beaucoup d'exemples de ça. Et dans le monde d'aujourd'hui, les groupes violents qui utilisent le terrorisme ne sont pas du tout forcément les gens qui viennent des pays les plus pauvres. Il y a eu des terroristes allemands dans les années 70, les Irlandais qui ne sont pas parmi les gens les plus pauvres, le FLQ des années 1960 au Québec... Le sentiment d'injustice ou d'exclusion peut résulter de la pauvreté, mais peut résulter de beaucoup d'autres choses. Et fondamentalement, je crois que le terrorisme est une stratégie d'impuissants. C'est la stratégie des gens qui ne savent pas comment atteindre l'objectif qu'ils visent. Aujourd'hui, la plupart des dirigeants palestiniens ont pour objectif l'établissement d'un état palestinien à côté d'Israël. Même ça, c'est très difficile et je ne suis pas sûr qu'ils vont y arriver. Je souhaite qu'ils y arrivent, mais je ne suis pas sûr qu'ils vont y arriver. Mais au début des années 1970, leur objectif c'était la

destruction d'Israël. Et ça, ils n'avaient aucune chance. Personne ne pouvait leur dire voilà la bonne stratégie pour faire ça. Et s'il n'y a pas de bonne stratégie, on en choisit une mauvaise. L'IRA en Irlande du Nord, c'est un peu la même chose. Ces gens veulent réunifier l'Irlande contre la volonté des Britanniques, contre la volonté du gouvernement de l'Irlande du Sud et contre la majorité de la population en Irlande du Nord. **APHCQ.** Mais quand on voit, comme dans les attentats de Londres, qu'il y avait des terroristes qui étaient britanniques, comment on peut expliquer cela? Alors qu'ils ont connu une démocratie...

JPD. Si le but, c'est de faire sortir les Britanniques d'Irak, ils peuvent se dire, ça a marché dans le cas de l'Espagne, ça peut marcher aussi. Un autre point sur lequel il faut insister à propos du terrorisme, c'est que le terrorisme insurrectionnel, le terrorisme des petits groupes qui font des attentats, ça peut être fait par n'importe qui pour n'importe quelle raison. L'anecdote que j'aime raconter à cet égard-là, c'est les prises d'otages qui ont eu lieu aux Pays-Bas, dans les années 1970. Il y a eu deux histoires graves, un groupe de jeunes gens, avec des armes, qui ont pris en otages les passagers d'un train. Ça s'est produit deux fois. Le train a été assiégé, il a fallu donner l'assaut, il y a eu des victimes... Ces jeunes gens, c'étaient des Sud-Moluquois vivant aux Pays-Bas. Et leurs revendications, c'était que le gouvernement néerlandais exige de l'Indonésie l'indépendance des îles Moluques du Sud, de leurs îles d'origine. C'est une revendication d'un irréalisme politique absolument total. Mais vous avez des gamins dans vos classes de cégep qui sont capables d'imaginer des trucs comme ça, moi j'en ai dans mes classes aussi. Ne pas avoir la moindre idée de ce que c'est l'Indonésie, de ce que c'est les îles Moluques. Où certainement ils n'étaient jamais allés. Donc la possibilité existe toujours pour un petit groupe de gens qui ont un objectif politique tout à fait absurde, tout à fait délirant. Ce qui peut conduire à des actions terroristes.

À peu près à la même époque, en Allemagne de l'ouest, il y avait la bande à Baader. La bande à Baader, c'était des gens qui étaient persuadés que l'Allemagne de l'Est était une société plus juste et où les ouvriers étaient plus heureux qu'en Allemagne de l'Ouest. Ils mettaient des bombes dans les magasins, ils ont enlevé un président du patronat et ils l'ont assassiné pour essayer de persuader les prolétaires ouest-allemands



qui roulent en Mercedes qu'ils seraient plus heureux s'ils vivaient en Allemagne de l'Est. Vous avez là aussi un motif politique tout à fait invraisemblable et qui peut servir de recrutement à ce genre d'action.

L'objectif politique d'obliger les Espagnols à quitter l'Irak, celui d'obliger les Britanniques à quitter l'Irak, peuvent être atteints. Si le but est de détruire les États-Unis, ils n'ont aucune chance. Si le but est de brouiller les États-Unis avec leurs alliés dans le monde musulman, notamment avec les Saoudiens, si le but est de renverser la monarchie saoudienne et pour la renverser, qu'elle cesse d'avoir le soutien des États-Unis, il n'est pas sûr que ça ne marche pas. Donc, les objectifs politiques des terroristes peuvent être tout à fait invraisemblables, tout à fait ahurissants, très aventureux ou même, assez réalistes. On a toute la gamme de possibilités.

APHCQ. Certains disent que le XX^e siècle a pris fin le 11 septembre 2001. Avez-vous l'impression que le 11 septembre 2001 a été un tournant crucial et historique à bien des points de vue?

JPD. J'espère que non. Je suis étonné que des bombes, dans le métro à Londres, il n'y en ait pas plus souvent. C'est tellement facile. Donc, la possibilité, la facilité de ce genre de chose est très grande, le World Trade Center était plus difficile à faire. Dans le cas des attentats britanniques, aussi, on nous dit qu'il a fallu une très longue préparation. Mais je ne crois pas ça. Ça peut avoir été décidé en trois quatre jours, à partir du moment où on a les explosifs sous la main.

Finalement, le terrorisme n'est grave que dans deux types de situations. Soit dans les situations où vous avez un affrontement grave, un conflit entre deux populations. Et donc, les terroristes trouvent toujours des alliés dans une des populations et des cibles dans l'autre population. C'est la situation en Irlande du Nord, c'est la situation des Israéliens avec leurs territoires occupés. Et là, vous ne mettez fin au terrorisme qu'en trouvant une solution ou une autre au conflit. Ça ne veut pas dire qu'il faut donner aux terroristes ce qu'ils demandent, ça ne veut pas dire que les terroristes ont une cause juste, je n'en sais rien. Mais tant qu'il y aura l'occupation des territoires cisjordanien et de Gaza, tant qu'il y aura des gens en Irlande du Nord qui pensent que c'est épouvantable d'être Britanniques, le problème va durer. Le Québec est une expérience intéressante pour ça. Parce que dans les années 1960, on avait toutes les conditions

réunies pour que quelque chose du genre irlandais ou du genre basque se développe. Le fait que ça a été bloqué net, après octobre 1970, je crois que ça s'explique par la conjonction de deux choses. Le fait que le gouvernement fédéral a dramatisé beaucoup et a été exceptionnellement ferme et intransigeant dans cette affaire, et je pense qu'ils ont eu raison. Mais ça n'aurait pas suffi. L'autre chose, c'est le Parti québécois. Le développement du Parti québécois qui très vite a été, pour les nationalistes, une option beaucoup plus sérieuse. Ce qui fait que les jeunes un peu idéalistes qui, en 1974-1975, auraient pu se faire recruter pour aller poser des bombes, ils sont en train de faire des campagnes de financement pour le Parti Québécois. On a offert aux gens une option politique raisonnable et on a mis une barrière très sérieuse sur l'option violente.

Donc finalement, les conséquences politiques du terrorisme dépendent soit du contexte sociologique, soit des réactions des gouvernements. J'ai parlé tout à l'heure de l'exemple espagnol. Un autre exemple de terrorisme qui a marché, c'est l'attentat d'un nationaliste serbe contre l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie en 1914. Le but était de créer le grand État serbe, qui est devenu la Yougoslavie. À quel prix... y compris pour les Serbes. Mais pour que ça marche, il a fallu toute une série de gouvernements qui accumulent les erreurs: le gouvernement autrichien d'abord, et puis le russe, le français... Il a fallu que tous les gouvernements européens croient stupidement que face à un événement comme ça, il faut faire escalader les conflits.

APHCQ. ... et les alliances ont joué un rôle.

JPD. Bien sûr. Mon point c'est que les gouvernements européens auraient pu choisir de laisser l'Autriche-Hongrie et la Serbie faire la guerre toutes seules. Et le gouvernement autrichien aurait pu choisir de dénoncer les criminels et de ne pas faire la guerre. L'Autriche-Hongrie, en croyant résoudre un problème, s'est suicidée. C'est le pays pour qui les conséquences de cette guerre ont été les plus graves.

Les réactions américaines depuis le 11 septembre 2001 sont intermédiaires entre la prudence et l'imprudence. Au départ, il y a un souci assez grand de dire on ne va pas considérer tous les musulmans comme des ennemis. On fait des cérémonies religieuses et on invite des dignitaires musulmans avec des chrétiens et des juifs. L'opération en Afghanistan était peut-être assez raisonnable. Parce qu'il y avait un régime politique

ahurissant, avec très peu de soutien, il y avait des opposants qui pouvaient le remplacer, qui sont pas extraordinaires, mais plutôt mieux au total, et c'était faisable. Comme Ben Laden était en Afghanistan, où il aidait les Talibans qui coopéraient avec lui, c'était assez logique d'attaquer cette cible-là, ça pouvait être fait.

APHCQ. Et la communauté internationale a suivi.

JPD. Oui. Il pouvait y avoir un soutien international. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu d'erreurs. Mais au total, l'opération contre l'Afghanistan n'était probablement pas forcément une erreur. Et l'opération contre l'Irak, avec l'accumulation des mensonges, le mensonge sur les armes de destruction massive, le mensonge sur le lien avec Ben Laden, c'est très clairement une décision pour aggraver les choses et non pas pour aider à en sortir. Donc la question des gouvernements face aux actions terroristes, c'est toujours de se demander dans quel cas on a raison d'être très ferme. Quels sont les cas où il faut minimiser? Je crois qu'on a presque toujours intérêt à traiter les terroristes comme des criminels. On a intérêt même d'un point de vue humanitaire. Guantanamo, c'est un scandale. On devrait traiter ces gens-là, comme des criminels de droit commun, avec les mêmes garanties, le même droit à un avocat et le même droit à faire 30 ans de prison s'ils ont tué quelqu'un. Minimiser l'enjeu politique dans certaines situations est la sagesse face à ce genre de choses. C'est vrai que c'était difficile après l'attentat du World Trade Center de dire que c'était juste une bande de timbrés, et que si on arrive à les attraper et à les punir on va le faire. Mais il ne fallait pas tenir le discours: «Tout a changé», «Qui n'est pas avec nous est contre nous», que le terrorisme devient le grand enjeu au sens où la rivalité avec l'Union soviétique il y a trente ans était le grand enjeu, etc. Tout ça est je crois très gravement déraisonnable. Peut-être que le 11 septembre va être un changement très grave dans l'histoire internationale, non pas tellement à cause du 11 septembre, mais à cause de la façon dont le gouvernement américain a réagi. Il n'était pas obligé de réagir comme ça.

APHCQ. Mais n'a-t-on pas utilisé un attentat pour des fins politiques intérieures? Des analystes ont dit que ces événements ont fait la présidence de Georges W. Bush.

JPD. Oui. C'est vrai que Bush donnait l'impression d'être un président qui ne sait pas pourquoi il est président des États-Unis,



et tout d'un coup, ça lui donnait une cause, une raison d'être. En dénonçant le terrorisme et en allant en Afghanistan, il me semble qu'il faisait ce que la population américaine attendait de lui. Mais la population américaine n'attendait pas de lui qu'il aille en Irak. C'est lui qui a construit l'Irak sur l'événement du 11 septembre 2001 et vraiment rien ne l'y obligeait. Et est-ce que c'est lié au pétrole, est-ce que c'est autre chose? Même pour le pétrole, je pense que c'est un calcul complètement absurde de s'être engagé militairement dans ce pays. Donc là ça reste un demi mystère, quelle logique il y avait dans ce genre de réaction.

Le terrorisme ne sera pas le grand problème de l'avenir, sauf si nos gouvernements sont suffisamment stupides pour en faire le grand problème de l'avenir. En même temps, on ne règlera jamais complètement le problème du terrorisme. On continuera à avoir de temps en temps un attentat. Quand ce ne sera plus des musulmans, ce sera des Sud-Moluquois ou des Irlandais ou des Basques... Il y a un problème de sécurité, un problème de savoir comment réagir. Pour l'instant, les Britanniques réagissent bien, il n'y a pas de panique, il y a des gens qui continuent de faire confiance aux institutions, aux services de sécurité. Il y a une enquête qui va très vite.

Il faut évidemment que les autorités publiques soient préparées à faire face à ce genre de situation, ce qui n'est pas un problème différent de faire face aux problèmes de la criminalité de droit commun et de faire face aux catastrophes naturelles. Si on a un wagon de métro qui déraile dans le sous-sol de Montréal, et 25 personnes coincées dans un tunnel, même si ce n'est pas un attentat, on va avoir un gros problème. Ça n'a pas besoin d'être un attentat. Donc on a besoin de services médicaux, on a besoin de pompiers, on a besoin de policiers. Si il y a un attentat terroriste contre le Canada, ces gens-là vont devoir intervenir et tout ça doit être préparé de toutes façons, parce que même s'il n'y a pas d'attentats terroristes, on en a besoin. Comment réagirait notre société à un attentat terroriste? Dans le cas des Britanniques, le fait qu'il y ait toujours eu les attentats de l'IRA a probablement contribué à la relative efficacité, à la relative compétence, au calme des gens. Chez nous, comment réagirait la population, comment réagiraient les autorités? Peut-être qu'on serait très surpris de se rendre compte qu'ils réagiraient assez bien, finalement. On ne peut pas le savoir avec certitude.

APHCQ. Comment pourrait-on aborder, en tant que professeurs, lorsque l'on enseigne Temps présent, la question du terrorisme? Quelle serait selon vous la meilleure approche? Le traiter comme un fait marquant du XX^e siècle, ou l'aborder dans la perspective historique...

JPD. Éviter d'exagérer. Éviter d'aider à l'inflation médiatique. Les médias exagèrent toujours sur tous les sujets. Il y a toujours une tendance à faire les gros titres. Les gens des médias travaillent à toute vitesse et ont besoin d'attirer l'attention. Et comme le but des terroristes est de faire des attentats spectaculaires, le spectaculaire rejoint le spectaculaire. Les politiciens, eux, ont le choix. Les politiciens ne sont pas obligés de dramatiser. On a eu un autre épisode intéressant du point de vue du terrorisme à Québec.

APHCQ. À Québec?

JPD. À Québec. Le Caporal Lortie, un militaire canadien, dépose dans une station de radio, un texte, passablement incohérent dénonçant le PQ, la politique du PQ qui humilie les Québécois face au restant des Canadiens. Il pénètre dans l'Assemblée nationale, et il a blessé gravement des gens. Il en a tué. Et puis, le premier ministre, René Lévesque à ce moment-là, dédramatise cela de façon magistrale: de toute façon, on ne peut pas fouiller tout le monde; On va être obligé de prendre des mesures de sécurité; Mais c'est juste un timbré, on n'y peut rien. Une station de radio anglophone de Montréal fait une ligne ouverte dans laquelle on demande aux gens ce qu'ils pensent du Caporal Lortie, et ça devient un petit peu politique. Il n'y avait rien de plus facile que de politiser cela. Un militaire canadien qui attaque l'Assemblée nationale à Québec en tenant un discours politique même si c'est un discours politique incohérent. Il y a eu une unanimité presque complète de la société pour dire c'est pas politique du tout. Et c'était la meilleure façon de se protéger contre le danger. Évidemment il ne fallait pas politiser cela, mais on avait le choix de le faire. Donc, il me semble que nous qui ne sommes ni des journalistes, ni des politiciens ni des terroristes, je pense, on n'a pas intérêt de donner aux jeunes une vision faussée de l'importance du phénomène du 11 septembre.

Le World Trade Center, c'est comme le Titanic. Le Titanic, c'est exceptionnel. C'est exceptionnel à cause du nombre de victimes, c'est exceptionnel parce que c'était le plus grand paquebot, parce que c'était le voyage inaugural, et parce qu'il a fallu accumuler une telle liste de sottises, pour que

ça tourne mal: L'acier qui n'était pas bon, le bateau qui allait trop vite alors qu'il y avait des icebergs, les canots de sauvetages qui n'étaient pas assez nombreux, qu'on n'a même pas remplis convenablement pour sauver autant de gens que ce qu'on aurait pu faire... Donc, il y a un côté très spectaculaire du Titanic, on a fait des livres et des films. Mais c'est spectaculaire, parce que c'est exceptionnel. Ce n'est pas du tout typique des naufrages, c'est au contraire complètement anormal par rapport aux naufrages habituels. Ce n'est pas en étudiant Titanic qu'on réfléchit à la sécurité maritime. Et le World Trade Center, c'est un peu la même chose. C'est complètement exceptionnel. Il n'y a rien de plus facile que de faire des attentats dans les trains en Europe. Les trains sont toujours pleins, on ne peut pas tout contrôler, on ne peut pas se mettre à fouiller les gens, que ça devienne comme lorsqu'on monte dans un avion, ça va devenir infernal. D'une certaine façon, c'est beaucoup plus dangereux que le World Trade Center. C'est beaucoup moins un événement exceptionnel, ça pourrait se produire de façon beaucoup plus systématique. Donc, on peut faire comprendre aux jeunes qu'est-ce qui est dangereux, qu'est-ce qui n'est pas dangereux. Qu'est-ce qui est exceptionnel, qu'est-ce qui n'est pas exceptionnel et peut-être leur faire comprendre que les politiciens ont toujours le choix de la façon dont on réagit et qu'on peut réagir d'une façon qui aggrave les choses ou réagir d'une façon qui limite les dégâts.

APHCQ. En terminant, M. Derriennic, une question qui nous ferait peut-être sortir du terrorisme, mais vous nous avez intrigués tout à l'heure, vous avez dit espérer que les gouvernements ne feraient pas du terrorisme LE grand problème. Pour vous, quels seraient les grands défis qui attendent les gouvernements du XXI^e siècle?

JPD. Dans le monde? Il y a la pauvreté, il y a le réchauffement de l'atmosphère... Il y a, dans le monde, un problème très sérieux de la cohabitation des musulmans avec les autres groupes. Ce qui n'est pas du tout la même chose que le problème du terrorisme et il ne faut pas en faire un problème de terrorisme. Mais il y a un milliard et quelque de musulmans dans le monde aujourd'hui. Donc la cohabitation des musulmans avec les autres. Si vous rajoutez à cela le conflit israélo-palestinien, la Tchétchénie,

(Suite à la page 28: Jean-Pierre Derriennic)



Bref historique du mouvement étudiant national québécois

Si l'on vous disait que c'est à la Crise des années 1930 que l'on doit l'apparition du premier regroupement d'étudiants au Québec, vous seriez étonné? Vous penseriez que les étudiants se sont alors regroupés afin de tenter d'améliorer leur situation? En fait, c'est à l'initiative d'un membre du clergé catholique de Belgique que l'on doit l'apparition des premiers mouvements d'étudiants dans le monde catholique occidental.

Afin de faire face à cette Crise – et à la désillusion de la jeunesse qu'elle engendre – le chanoine Cadrijn propose de mettre sur pied l'Action catholique spécialisée, en regroupant les jeunes selon leur milieu de vie. En plus d'offrir des activités aux jeunes, le but principal de l'Action catholique est d'inciter la jeunesse à enrichir son quotidien de gestes chrétiens. Ces mouvements de jeunesse ne tardent pas à traverser l'Atlantique et à s'implanter dans la très catholique province de Québec. C'est entre les années 1932 et 1937 que sont créées les diverses branches québécoises. Parmi elles, la Jeunesse étudiante catholique (JEC) qui devient le premier regroupement « national » étudiant de l'histoire du Québec. Ce mouvement prend rapidement de l'extension dans les écoles de la province, autant du côté des écoles publiques que des collèges classiques. La JEC organise essentiellement des activités de formation, des camps d'été et des activités sociales.

Si les premières années sont vouées à la diffusion des valeurs chrétiennes dans le milieu étudiant, la fin des années quarante amène une nouvelle vision. Les étudiants sont de plus en plus conscients de leur identité « professionnelle ». Ils commencent alors à vouloir s'affranchir du contrôle du clergé qui encadre les actions et activités de la JEC. Dans les années cinquante, c'est autant l'autorité cléricale que l'autorité politique qui est remise en question. À l'aide des sciences – particulièrement de la sociologie – les étudiants commencent à se faire plus revendicateurs et critiques à l'endroit des évêques et du gouvernement de Maurice Duplessis. Cette nouvelle attitude mène à une scission au sein de la JEC, entre les anciens de la Centrale – proches de la revue *Cité Libre* –, la Centrale elle-même et le clergé catholique. Fragilisée par toutes ces tensions qui traversent la première moitié des années cinquante, la JEC reprend alors un rôle plus discret et retourne à ses préoccupations d'origine.

À partir de la seconde moitié des années cinquante, les institutions d'enseignement supérieur voient émerger des associations étudiantes. Celles-ci mettent désormais de l'avant certaines revendications, allant des questions pédagogiques, aux problèmes de transport et de logement, tout en poursuivant leur dénonciation du régime duplessiste. La première manifestation étudiante a lieu en 1956, devant le Parlement de Québec, alors que les manifestants réclament une réforme du système d'éducation et la gratuité scolaire à tous les niveaux. Devant l'inaction du gouvernement, les étudiants décident de faire la grève. C'est une première dans l'histoire du Québec : plus de 20 000 étudiants sont en grève ! Toutefois, malgré leur action, ils n'obtiendront aucun gain.

Le changement de gouvernement, en 1960, apaisera pendant un temps les troupes étudiantes. Face à l'élection de l'équipe libérale de Jean Lesage, les étudiants décident de collaborer avec le gouvernement. D'autant que celui-ci démontre son intérêt pour

l'éducation, notamment en instaurant une commission d'enquête sur l'éducation au Québec – la Commission Parent – et créant, en 1963, un ministère de l'Éducation.

C'est à la même période que les associations étudiantes décident de se regrouper au sein d'un organisme national. L'Union générale des étudiants du Québec est née. Sous l'impulsion de l'association étudiante de l'Université de Montréal (AGEUM), ce nouveau regroupement renforce les bases du syndicalisme étudiant. Regroupant à la fois les associations étudiantes universitaires et des collèges classiques, l'UGEQ se réclame de la Charte de Grenoble, laquelle stipule que les étudiants doivent être considérés comme des travailleurs intellectuels.

Le changement de gouvernement, en 1960, apaisera pendant un temps les troupes étudiantes. Face à l'élection de l'équipe libérale de Jean Lesage, les étudiants décident de collaborer avec le gouvernement.

La bonne entente entre le gouvernement et les étudiants ne dure toutefois pas très longtemps. Les enfants du *baby-boom* sont maintenant rendus à l'adolescence et ils réclament à hauts cris l'accessibilité à une éducation supérieure de qualité. À Montréal, ils réclament la création d'une deuxième université de langue française. En effet, les diplômés des collèges ne peuvent que difficilement poursuivre leurs études supérieures, puisqu'il n'y a pas assez de places pour eux dans les universités – à ce moment, il n'existe que trois universités francophones au Québec : l'Université de Montréal, l'Université de Sherbrooke et l'Université Laval. En outre, en 1965, Lesage laisse les universités augmenter les frais de scolarité. Les étudiants ne lui pardonneront pas : la collaboration est bel et bien terminée.

L'année suivante, lors du dépôt du désormais célèbre Rapport Parent, les bases du système d'éducation actuel sont jetées. La pierre angulaire de ce rapport est la démocratisation de l'enseignement. Si l'éducation a longtemps été l'apanage des classes bourgeoises, il en ira dorénavant autrement. Québec met alors en place des écoles secondaires, des polyvalentes et, surtout, des collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEPs). Les cégeps voient le jour à partir de 1967 et remplacent les collèges classiques. Pour la première fois de l'histoire du Québec, un ordre d'enseignement supérieur est disponible, gratuitement, à la jeunesse issue de toutes les classes sociales.

L'effervescence est à son comble dans les rangs étudiants. L'arrivée d'un nouveau gouvernement unioniste, en 1966, accentue cependant le fossé séparant la jeunesse du pouvoir politique. La population étudiante exerce des moyens de pression afin de forcer le ministre de l'Éducation à respecter ses engagements envers les demandes de l'UGEQ – gratuité scolaire, instauration d'un système efficace de prêts et bourses, création d'une deuxième université francophone à Montréal... Devant l'inertie dont fait preuve le ministre de l'Éducation, le discours et les actions étudiantes tendent à se radicaliser davantage. Pendant l'année scolaire 1967-1968, le gouvernement accumule les erreurs et se rend



très impopulaire auprès de étudiants. Cette année-là, la distribution des prêts et bourses connaît en effet de nombreux ratés, ce qui donne lieu à plusieurs manifestations étudiantes. L'agitation culmine à la rentrée 1968. Pendant plusieurs semaines, les étudiants des cégeps et universités de la province font la grève. Ils sont nombreux à occuper leurs établissements d'enseignement. Bien que Québec arrive à les convaincre de retourner en classe, les troupes étudiantes préviennent le gouvernement qu'il doit respecter ses engagements en ce qui a trait à l'amélioration du système de prêts et bourses et du régime pédagogique, sans quoi, elles reprendront leurs moyens de pression. Au terme de cette mobilisation d'envergure, les étudiants obtiendront gain de cause dans l'une de leur principale revendication : le gouvernement institue l'Université du Québec. Une première constituante est ouverte à Montréal – l'UQAM – puis, viendront, dans les années qui suivent, les constituantes en région : Trois-Rivières, Chicoutimi, Rimouski, Abitibi-Témiscamingue et Hull.

Les militants profitent de leur retour en classe pour faire le bilan de leurs actions. Depuis le début des années soixante, le mouvement étudiant tente de collaborer avec les gouvernements pour améliorer le système d'éducation québécois. Or, rapidement, les militants se rendent compte que leur participation ne favorise guère l'écoute du gouvernement à l'endroit de leurs revendications. Sous le slogan «participer, c'est se faire fourrer [sic]», ils cessent de collaborer avec Québec. Du côté universitaire, en plus de ces questions, un malaise profond incite les principales associations étudiantes à se saborder, entraînant avec elles le sabordement de l'UGEQ. Depuis quelques mois, plusieurs voix se font entendre pour remettre en cause le principe de fonctionnement des associations étudiantes. Les leaders étudiants estiment en effet que leur travail au sein des associations entraîne une certaine paresse chez «la base étudiante», laquelle est alors moins portée à se mobiliser. Pendant près de dix ans, le mouvement étudiant québécois se retrouvera sans regroupement national. Toutefois, cette situation n'empêche pas les collégiens et universitaires d'être actifs, politiques et revendicateurs.

À l'heure de Mai 68, de la contre-culture, de l'opposition à la guerre du Viêt-Nam, et de la révolution cubaine, le discours des militants étudiants ne cesse de se radicaliser. Ceux-ci s'intègrent de plus en plus à des groupuscules de gauche, voire même d'extrême gauche, lesquels connaissent un essor important à partir du milieu des années soixante. En 1970, les choses se précipitent, alors que la crise d'Octobre se profile à l'horizon. Depuis quelques années, le FLQ fait connaître ses revendications nationalistes et pose des bombes dans certains endroits de la ville de Montréal. Estimant que leurs revendications ne connaissent pas un assez grand retentissement, les felquistes décident de radicaliser leurs moyens d'action. À l'automne 1970, ils procèdent donc à l'enlèvement de deux hommes politiques. Dans la population québécoise, la sympathie pour la cause que défend le FLQ est sans cesse grandissante. Cet état de fait, conjugué à la radicalisation du discours étudiant des dernières années, amènent les autorités à redouter les réactions étudiantes. Ils considèrent alors les cégeps et universités comme de véritables poudrières. Les étudiants sont sous constante surveillance et l'UQAM – qui vient à peine d'ouvrir ses portes – est fermée pendant quelques jours, le temps de voir la tempête se calmer. La crise d'Octobre trouve son dénouement par l'application de la Loi des mesures de guerre par le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau. Au lendemain de la crise, la société québécoise est ébranlée et les professeurs sont accusés d'avoir

incité les étudiants à la révolte, notamment en discutant avec eux du manifeste du FLQ.

Ces années agitées ne favorisent en rien la restructuration du mouvement étudiant, qui vitote à peine. Des comités d'action politique sont créés ici et là, mais, encore une fois, rien ne permet l'éclosion d'un véritable mouvement. Cette situation s'explique en grande partie à cause des divisions importantes existant entre les diverses factions de la gauche. Pour certains de ces militants, les étudiants doivent continuer à s'investir dans des dossiers politiques qui dépassent les revendications étudiantes. Pour d'autres, il faut revenir vers un syndicalisme étudiant et se concentrer sur la défense de leurs intérêts. C'est à ce moment que des associations générales étudiantes sont créées dans la plupart des cégeps et universités de la province. Ces créations arrivent à point, puisque les associations, surtout collégiales, auront à se débattre contre l'instauration de tests d'aptitudes aux études universitaires (TAEU). À l'automne 1974, le gouvernement annonce son intention d'imposer de tels tests aux collégiens qui désirent poursuivre des études supérieures. Là où le bât blesse, c'est que ces tests ne seront imposés qu'aux étudiants *francophones*. Les anglophones en seront dispensés. La colère gronde rapidement et plusieurs actions s'ensuivent. Les collégiens francophones sentent que le gouvernement leur bloque l'accès aux études supérieures parce qu'il n'y a pas assez de places dans les universités francophones, malgré l'ouverture de l'Université du Québec. Ils n'acceptent pas cette situation et se font entendre. À court d'arguments et ne pouvant justifier l'instauration de tels tests, le gouvernement québécois recule.

Il s'agit alors d'une double victoire pour le mouvement étudiant. Non seulement les TAEU ne seront jamais imposés aux étudiants, mais la solidarité entre les troupes étudiantes découlant de cette action les amène à créer un nouveau regroupement national. C'est le 22 mars 1975 que l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ) voit le jour. Celle-ci, tout comme l'UGEQ, réunit les associations étudiantes tant collégiales qu'universitaires. Bien qu'elle prend forme et se structure rapidement, l'ANEEQ deviendra rapidement ingérable. Les conflits idéologiques entre les différentes factions de la gauche québécoise se répercutent grandement au sein de l'ANEEQ. À peine quelques mois après sa fondation, les associations sont déchirées et l'ANEEQ vit sa première crise interne. Au printemps, l'exécutif national expulse deux associations collégiales, dont une qui est membre de son congrès. Toutefois, dès l'automne, une révolte dirigée par un exécutant dissident provoque la réintégration de l'association membre expulsée et la destitution de l'exécutif national. Les conflits entre factions de gauche sont mis de côté pendant quelque temps, ce qui permet à l'ANEEQ de se pencher sur les dossiers étudiants. Celle-ci réalise que peu de chemin a été parcouru depuis l'époque de l'UGEQ. Les revendications du mouvement étudiant n'ont pas connu d'écho à Québec et aucun changement significatif n'a été apporté au régime des prêts et bourses. En outre, l'accessibilité aux études supérieures demeure encore l'apanage des classes aisées. L'ANEEQ se lance alors dans une campagne de mobilisation nationale afin de revendiquer des changements au système d'éducation, notamment pour améliorer l'accessibilité aux études et pour enrayer les ratés du système de prêts et bourses. La rentrée 1978 est fort agitée sur les campus des collèges et universités du Québec. L'insatisfaction grandissante des étudiants mène à une grève générale qui dure plus d'un mois. Ils sont près de 100 000 à faire la grève et à occuper leur établissement d'enseignement. Au terme de ces événements, les revendications étudiantes n'ont



cependant pas avancé. Il semble clair que le gouvernement du Québec ne prend pas le mouvement étudiant au sérieux.

À ce moment, plutôt que de serrer les rangs, l'ANEEQ connaît une nouvelle crise interne. L'exécutif national est tenu responsable du peu de résultats qu'a entraîné cette mobilisation. Pire, une scission importante commence à se créer entre les associations collégiales et universitaires. Certaines associations universitaires ne se sentent plus véritablement à l'aise dans le mode de fonctionnement de l'ANEEQ, mais comme elles sont minoritaires, elles demeurent membres de l'Association nationale. En 1980, le référendum sur la souveraineté du Québec vient occuper tout l'espace politique. Dans les établissements d'enseignement supérieur, le Mouvement étudiant pour le Oui (MÉOU) occupe l'espace de mobilisation. Ce mouvement a pour principal mandat de regrouper les forces étudiantes en faveur de la souveraineté sous une même bannière, peu importe leur affiliation politique. De son côté, l'ANEEQ réussit à obtenir – par un vote très serré – le mandat de se positionner en faveur de la souveraineté du Québec. Or, ce mandat est tellement mince, qu'elle ne s'impliquera pas activement en faveur de la souveraineté.

Cette division ne fait qu'accentuer les tensions entre les militants étudiants. Encore une fois, le schisme provient du fait que ceux-ci ne s'entendent pas sur le genre de militantisme qu'ils veulent pratiquer. Certains préconisent un retour aux dossiers strictement étudiants, alors que d'autres réclament une plus grande intervention dans les dossiers politiques. C'est à ce moment que certaines associations collégiales décident de quitter l'ANEEQ et de se regrouper au sein de la Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (FAECQ). Du côté universitaire, les tensions sont de plus en plus vives avec l'ANEEQ. Cette situation est particulièrement exacerbée par le fait que certaines associations universitaires sont proches du nouveau gouvernement du Parti québécois. En conséquence, elles ne veulent pas poser d'actions qui pourraient lui nuire, ce qui engendre inévitablement des conflits entre les associations.

[Les étudiants] ne s'entendent pas sur le genre de militantisme qu'ils veulent pratiquer.

Certains préconisent un retour aux dossiers strictement étudiants, alors que d'autres réclament une plus grande intervention dans les dossiers politiques.

Les rangs se resserrèrent toutefois à la suite de l'élection du Parti libéral, alors que le gouvernement de Robert Bourassa envisage une hausse des frais de scolarité universitaire. Rapidement, collégiens et universitaires entament une grève qui aura pour résultat de faire reculer le gouvernement dans ses intentions. Malgré cette victoire, l'insatisfaction demeure tangible dans les rangs étudiants. Le recul du gouvernement n'apaise pas leur crainte de voir les frais de scolarité augmenter à plus ou moins long terme, d'autant que le dossier de l'aide financière aux études connaît encore plusieurs lacunes.

À la rentrée 1988, un nouveau mouvement de grève est enclenché pour tenter de faire avancer les revendications étudiantes en matière d'aide financière. Le résultat obtenu ne sera pas celui que l'ANEEQ escomptait. Non seulement elle n'obtient rien du gouvernement, mais une nouvelle crise interne se profile. Tant du côté collégial qu'universitaire, des associations sont insatisfaites de l'Association nationale. Elles lui reprochent d'agir sans les consulter, ce

qui amène le mouvement étudiant dans des mobilisations qui ne mènent à rien, si ce n'est qu'à entacher sa crédibilité. Ou bien l'ANEEQ réagit trop fortement, ou bien elle fait carrément preuve d'inertie. C'est ce qui se produit en 1988, alors que se profile une menace tangible de hausse des frais de scolarité... et que l'ANEEQ ne réagit pas.

Chez les universitaires, certaines associations décident que s'en est assez. Elles se rencontrent en décembre 1988 et décident de fonder un nouveau regroupement national : la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). À la base de ce nouveau mouvement : la volonté de modifier les moyens de pression du mouvement étudiant universitaire. Grèves, manifestations et occupations étudiantes ont été nombreuses dans les dernières années. Or, celles-ci ont mené à peu de résultats concrets. Certains universitaires estiment que c'est par l'utilisation de nouveaux moyens de pressions qu'ils parviendront à faire avancer les revendications étudiantes. À l'image des étudiants de la JEC qui se servaient de la sociologie pour étayer leurs revendications, les membres de la FEUQ désirent mettre leur formation universitaire à profit. Au fil des ans, la Fédération entame des procédures juridiques contre le gouvernement, procède à des études économiques ou fiscales et étaye ses argumentaires à l'aide de recherches scientifiques.

On assiste rapidement à un phénomène semblable du côté collégial. Des associations approchent la FEUQ afin d'en devenir membre. Or, après discussions, toutes les parties conviennent que l'idée d'un regroupement national réunissant à la fois les collégiens et les universitaires n'est pas souhaitable. Les universitaires fournissent des ressources matérielles aux collégiens afin qu'ils fondent leur propre regroupement national. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) voit le jour le 9 mars 1990. Les deux fédérations décident de travailler chacune de leur côté sur leurs dossiers propres, mais de collaborer ensemble sur les dossiers d'envergure nationale. Les premières associations étudiantes membres de la FECQ sont celles des collèges de Sept-Îles, de Baie-Comeau, de Lévis-Lauzon, de Bois-de-Boulogne et de Sorel-Tracy. Pendant les deux premières années de son existence, la Fédération collégiale travaille essentiellement à consolider son organisation.

Tant du côté de la FEUQ que de la FECQ, les mobilisations étudiantes sont mises de côté. Pendant les premières années de leur existence, les deux fédérations vont essentiellement travailler sur des projets de recherche – afin de bonifier et d'étayer leurs revendications – et, fait nouveau pour le mouvement étudiant, elles feront principalement du lobbying auprès des acteurs politiques pour faire avancer leurs revendications.

Parmi les premiers dossiers à intéresser la FECQ, se trouve la réforme du collégial, telle que proposée par la ministre de l'Éducation libérale, Lucienne Robillard. Les collégiens se mobilisent rapidement et mettent sur pied le *Bureau d'information et de communication de la coalition collégiale* (BICCC). De concert avec la FECQ, le BICCC dépose un mémoire dans lequel sont exprimées les craintes des étudiants face à cette nouvelle réforme. Cette dernière est tout de même adoptée par le gouvernement, malgré les inquiétudes des groupes concernés. Parmi les nouvelles mesures, on compte notamment la diminution du nombre de cours d'éducation physique et de philosophie et l'instauration d'un ticket modérateur pour diminuer les échecs des collégiens.

Une première bataille importante pour les Fédérations survient en 1993 alors que le gouvernement Bourassa envisage d'augmenter les frais de scolarité universitaires de 51 %. Les universitaires et les collégiens sont prompts à réagir et organisent plusieurs événements



de mobilisation. La FEUQ propose au gouvernement de ne pas hausser les frais de scolarité mais, de les indexer à l'IPC. C'est finalement cette solution qui est retenue par le gouvernement. Du 51 % envisagé, les frais universitaires augmenteront finalement de 1,9 %. La victoire est mitigée puisque des étudiants et certaines associations sont déçus que les fédérations aient pris position pour l'indexation plutôt que le gel.

C'est véritablement à partir des élections provinciales de 1994 que les fédérations étudiantes deviennent des joueurs incontournables dans la vie politique québécoise. Ces dernières talonnent les partis politiques en lice afin d'obtenir des engagements en matière d'éducation. Elles réalisent et distribuent auprès des étudiants *Vote 94*, un journal contenant les réponses des différents partis politiques aux mêmes neuf questions. Les Fédérations pensent qu'ainsi les étudiants pourront faire un choix éclairé au moment d'aller voter. L'élection du Parti québécois constitue une grande victoire pour le mouvement étudiant : pour la première fois, un gouvernement s'engage à geler les frais de scolarité pour la durée de son mandat. En outre, il abolit le ticket modérateur instauré au niveau collégial lors de la réforme Robillard. Ces gains majeurs obtenus, les Fédérations entrevoient la perspective de quatre années de répit.

Or, ce répit sera de très courte durée ! Cette fois, c'est du côté du gouvernement fédéral que les étudiants devront livrer bataille. À l'automne 1994, le ministre du Développement des ressources humaines, Lloyd Axworthy, annonce des coupures majeures dans les programmes sociaux. En effet, afin d'assainir ses finances, le gouvernement fédéral se propose de couper dans les transferts financiers aux provinces dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux. Très rapidement, l'opposition s'organise à travers le Canada. Dans cette bataille, les fédérations étudiantes québécoises collaborent avec la Fédération canadienne des étudiants (FCE/CFS). Des manifestations simultanées sont organisées à la grandeur du pays. En plus des étudiants, les centrales syndicales, des organismes communautaires, des acteurs du milieu de l'éducation, de la santé et des services sociaux se joignent au mouvement pour réclamer que la Réforme Axworthy ne soit pas appliquée.

Calcul électoral ? À la veille de la tenue du deuxième référendum québécois sur la souveraineté, le gouvernement canadien recule. Il faut dire que dans les rangs des manifestations, de plus en plus de militants font la corrélation entre un vote positif au référendum et la Réforme Axworthy. Cette victoire sera cependant de courte durée. Une fois les enjeux référendaires terminés, le gouvernement fédéral n'hésite pas à aller de l'avant et à mettre en branle des coupures monumentales dans les programmes sociaux.

Au sein du mouvement étudiant, c'est aussi au cours de cette lutte que des associations collégiales et universitaires – trouvant que les fédérations étudiantes logent trop à droite – fondent la Coalition X. Les membres de cette coalition s'opposent au lobbying des fédérations et se réclament de l'ANEEQ. Ils préconisent des actions militantes proactives et davantage revendicatrices. Au terme de la lutte perdue contre la réforme Axworthy, cette coalition prendra le nom de Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE).

Conséquence de la Réforme Axworthy, les gouvernements provinciaux voient leur budget largement amputé. Au Québec, le gouvernement de Lucien Bouchard préconise l'approche « Déficit zéro ». Un large processus de rencontres, de consultations est mis en branle, pour aboutir à la tenue du Sommet de l'Économie et de l'Emploi, en novembre 1996. À cette occasion, la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, ne peut plus promettre que le Parti québécois

respectera son engagement de maintenir le gel des frais de scolarités. Pendant que la FEUQ et la FECQ tentent d'obtenir cette promesse à la table du Sommet, le MDE déclenche un mouvement de grève général dans les collèges. Ce mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur et il atteindra son point culminant au moment où les fédérations étudiantes claqueront la porte du Sommet, n'ayant pu obtenir aucun engagement concret. Dès ce moment, les fédérations incitent leurs membres à rejoindre ceux du MDE dans la rue. Le mouvement de grève, jusqu'alors essentiellement concentré dans les collèges, commence à s'organiser dans les universités. Les associations universitaires annoncent leur intention de se joindre aux grévistes. Cette annonce provoque le gouvernement qui, dès le lendemain, annonce qu'il respectera son engagement de maintenir le gel des frais de scolarité. Toutefois, en contrepartie, les frais de scolarité des étudiants étrangers augmenteront et, pour les collégiens, c'est le retour de la taxe à l'échec. Victoire encore une fois très mitigée pour le mouvement étudiant. Certaines associations décident de demeurer en grève. Cependant, le mouvement général s'essouffle de plus en plus, les étudiants estimant qu'ils ne pourraient faire d'autres gains.

Après ce mouvement de grève, une certaine tension se fait sentir entre les collégiens et universitaires. Les premiers reprochant à leurs collègues universitaires de les avoir laissés seuls lors des deux principales semaines de grève, en plus de ne pas avoir poursuivi leur action pour dénoncer l'imposition de la taxe à l'échec. Longtemps les collégiens tiendront-ils rigueur aux universitaires de ce fait ! Dans l'organisation de futures mobilisations, ceux-ci auront peur de se « faire récupérer » par le mouvement universitaire. Longtemps aussi les collégiens auront-ils à se battre contre le gouvernement afin d'obtenir l'abolition de la taxe à l'échec. Pendant plusieurs années, la FECQ concentra une bonne partie de ses énergies à ce dossier. C'est finalement en décembre 2001 que la Fédération collégiale réussira à faire reculer le gouvernement à ce sujet.

Malgré les tensions découlant de la grève de 1996, les collégiens et les universitaires n'auront d'autre choix que de travailler de pair. Ils mettront sur pied – à Montréal – une coalition pour obtenir un tarif étudiant dans le transport en commun ; ils travailleront ensemble lors des élections de 1998 afin d'obtenir des engagements pour l'éducation – le PQ s'engagera à prolonger le gel et sera réélu ; ils collaboreront ensemble lors de la tenue des États généraux de l'éducation, et ce n'est là que les principaux dossiers.

Malgré les tensions découlant de la grève de 1996, les collégiens et les universitaires n'auront d'autre choix que de travailler de pair.

L'année 1998 amènera la FECQ et la FEUQ à faire face à une seconde crise émanant du gouvernement fédéral. S'étant largement dégagé de ses transferts aux provinces, le gouvernement fédéral accumule des surplus budgétaires. Il se propose alors de créer une fondation privée, la Fondation canadienne des bourses du millénaire, pour distribuer des bourses au mérite aux étudiants canadiens. Encore une fois, partout au pays, c'est le tollé. Les gens ne comprennent pas pourquoi le gouvernement canadien ne réinvestit pas dans les transferts aux provinces. Plutôt que de favoriser une certaine élite étudiante, cet argent pourrait revenir aux provinces qui, elles, seraient à même de l'investir à bon escient dans



leur système d'éducation, ce qui serait profitable pour l'ensemble des étudiants. Qui plus est, dans chacune des provinces canadiennes existe un système de prêts et bourses aux étudiants. Pour les acteurs du monde de l'éducation, il va de soi que la création de cette Fondation consiste en un dédoublement inutile des structures. Enfin, le fait que le gouvernement utilise l'argent des contribuables pour créer une fondation privée – qui n'est pas soumise au regard public et n'est donc pas imputable – soulève l'indignation. Pendant plus de trois ans, les fédérations étudiantes québécoises tenteront d'obtenir que cet argent soit redistribué à 50 % dans les frais nécessaires à l'achat de matériels pour les étudiants (ordinateurs, livres, matériels de laboratoires...) et à 50 % pour baisser le plafond des prêts de l'Aide financière aux études, afin de permettre que cet argent profite aux étudiants les plus pauvres. Sur la place publique, les gouvernements québécois et canadien refuseront tour à tour de se parler. Après une manifestation nationale, plusieurs actions de mobilisation, des pressions incessantes du mouvement étudiant et du milieu de l'éducation, les deux parties s'entendront finalement, à la faveur des demandes de la FEUQ et de la FECQ.

Au même moment, un autre dossier d'envergure occupe les troupes étudiantes : la préparation du Sommet du Québec et de la Jeunesse, prévu pour février 2000. C'est lors de la campagne électorale provinciale de 1998 que le Parti québécois a annoncé que, s'il était réélu, il accorderait la place qu'il se doit à la jeunesse, notamment en faisant un Sommet et en établissant une politique jeunesse. Encore une fois, les dissensions seront vives. Les membres de l'Association étudiante pour une solidarité étudiante (ASSÉ, version nouvelle du MDE) et même certaines associations membres de la FECQ et de la FEUQ sont contre la tenue de cet événement. Pour eux, il ne s'agit là que d'une mascarade. Ils sont convaincus que le gouvernement veut se servir de cet événement et des jeunes pour faire de l'autopromotion et que le débat de société ne sera pas au rendez-vous. La suite des choses allait leur donner raison...

Pendant plusieurs mois, réunis au sein de l'organisme Concertation jeunesse, des organismes jeunes de tous les milieux se réunissent et établissent une grille de revendications. Pour eux, il n'est pas question d'être « corporatistes », il y a vraiment un désir de pousser vers une réflexion sociale sur la place des jeunes et de mettre en place des moyens concrets pour les aider à prendre cette place. Or, une fois rendus au Sommet, les représentants de ces organismes se rendent bien compte que le gouvernement a son propre agenda. Alors qu'à l'extérieur des centaines de manifestants sont réunis, gazés par l'anti-émeute qui veut les éloigner du lieu de réunion, ça barde aussi en dedans. Les jeunes se lèvent et bousculent l'ordre du jour du gouvernement. Avec l'appui de quelques invités « senior », ils réussissent à obtenir à ce que le gouvernement les écoute. Le Sommet se solde par un bilan mitigé. Des mesures financières ont été annoncées – dont un réinvestissement d'un milliard dans le système d'éducation – mais, pour le débat de société, il faudra repasser ! Qui plus est, à peine quelques jours après la fin du Sommet, la société québécoise apprend que le gouvernement québécois « cachait » des surplus budgétaires. Ceux qui y croyaient encore rejoignent maintenant les rangs des désillusionnés. Le gouvernement aurait pu investir beaucoup plus dans l'éducation, dans le développement de mesures jeunesse, dans l'instauration de nouveau programme..., mais il ne l'a pas fait.

Après le Sommet du Québec et de la jeunesse, les militants étudiants se préparent pour la tenue du Sommet des Amériques qui se déroulera en avril 2001, à Québec. On assiste à ce moment

au regain d'un militantisme plus engagé dans les rangs étudiants. Avec la venue des chefs des pays des trois Amériques – sauf Cuba, qui n'a pas été convié – c'est une véritable ouverture sur la mondialisation et ses conséquences qui s'opère. Les mouvements sociaux, organismes communautaires et groupes de gauche des trois Amériques, s'unissent pour l'organisation d'un contre-sommet. Beaucoup de collégiens et d'universitaires sont présents lors de la Marche des Amériques, laquelle réunit plus de 60 000 personnes dans les rues de Québec. Bravant les matraques et les gaz lacrymogènes, des manifestants s'en prennent à l'immense clôture métallique ceinturant le lieu de réunion des dirigeants. Ils seront des milliers pendant les trois jours du Sommet à rester sur place pour manifester aux chefs de gouvernements leur opposition aux ententes économiques, ententes favorisant les riches au détriment des démunis. Ce mouvement ne s'essouffera pas au lendemain du Sommet des Amériques. Dans le milieu étudiant, l'ASSÉ, la FECQ et la FEUQ organiseront (chacune de leur côté) des manifestations, des moyens d'actions pour dénoncer la ZLEA (Zone de libre échange des Amériques) et pour réclamer une meilleure justice sociale pour les peuples des Amériques.

Dans les rangs des militants étudiants, les positions de gauche recommencent à prendre un peu plus de place, les moyens d'actions ont tendance à se radicaliser, autant du côté des fédérations étudiantes que de l'ASSÉ. Des occupations et des manifestations ont lieu à chaque session. Les tensions s'exacerbent avec l'arrivée au pouvoir des troupes libérales de Jean Charest. Les étudiants craignent un dégel des frais de scolarité, un désinvestissement en éducation, l'instauration de DEC locaux et voient des brèches apparaître peu à peu dans le tissu social. Des manifestations monstres sont organisées pour dire non à la guerre en Irak, pour dire non au Suroît, pour réclamer des places en garderies, pour demander de meilleurs salaires... Un peu partout dans la société civile apparaissent des gens plus conscientisés, plus militants. Les étudiants sont de la partie à chacun de ces événements.

Puis, le gouvernement Charest annonce une réforme – improvisée – du système de prêts et bourses. 103 millions de dollars sont coupés dans ce programme qui permet aux plus pauvres de la société de bénéficier d'aide financière pour avoir accès aux études post-secondaires. Pendant un an, l'ASSÉ, la FECQ et la FEUQ y vont de mobilisations, chacune de leur côté. À l'hiver, l'ASSÉ annonce que ses membres ont pris la décision de déclencher un mouvement de grève générale illimitée. En février 2005, quelques associations collégiales entament un débrayage. De leur côté, les fédérations décident d'accorder une chance au nouveau ministre de l'Éducation... mais les discussions achoppent. Les fédérations étudiantes, sur la décision de leurs membres, décident d'appeler les étudiants à la grève générale illimitée. En très peu de temps, les membres de la FECQ et de la FEUQ rejoignent ceux de l'ASSÉ, malgré leurs nombreuses divergences idéologiques. Faisant fi de ces divergences, les étudiants de la base sont là d'abord et avant tout pour obtenir réparation à ce que beaucoup considèrent comme une injustice flagrante. Jamais n'aurait-on été aussi nombreux dans les rues de Montréal pour réclamer du gouvernement qu'il revienne sur sa décision : près de 100 000 personnes défilent par une belle journée d'hiver. Au point culminant de la grève, c'est près de 250 000 étudiants qui sont en grève. Des associations, principalement universitaires, qui n'avaient jusque là jamais fait la grève participent à ce mouvement. Or, après quelques jours, celui-ci commence à s'essouffler quelque peu. L'intransigeance du gouvernement Charest sera une bénédiction pour les leaders étudiants.



On voit alors des associations qui étaient retournées en classe revenir sur les piquets de grèves. Au terme de près d'un mois de mobilisation intense, de manifestations, de quelques occupations, le gouvernement et les fédérations étudiantes en arrivent à une «entente de principe». Encore là, c'est une première dans l'histoire: jamais gouvernement et regroupements étudiants ne s'étaient assis pour négocier une entente. Pour la majorité des étudiants, celle-ci représente un pis aller. Ils sont nombreux à penser que les étudiants n'auraient pu obtenir mieux. Toutefois, pour une autre partie des grévistes, c'est la déception. Déception d'avoir cru au «103 millions ou rien!», déception de voir que les fédérations étudiantes ont négocié avec le gouvernement. De son côté, l'ASSÉ rejette cette entente et quelques-unes des associations qui en sont membres demeurent en grève pendant quelques jours.

L'année scolaire 2005-2006 sera donc intéressante à observer. Comment réagiront les associations collégiales? Universitaires? Est-ce que la FECQ et la FEUQ perdront des joueurs au profit de l'ASSÉ? Est-ce que ce sera le contraire? Histoire à suivre...◆

Valéry Colas

Étudiante au doctorat en Études québécoises
CIEQ / UQTR

Bibliographie sélective

BÉDARD, Eric, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Québec, Septentrion, 1998, 199 p.

BÉLANGER, Pierre, *Le mouvement étudiant québécois: son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983)*, Document produit par l'ANEQ, Montréal, 1984, 207 p.

BIENVENUE, Louise, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p.

FOURNIER, Bernard, *Mouvements de jeunes et socialisation politique: la dynamique de la J.É.C. à l'époque de Gérard Pelletier*, Mémoire de M.A. (sciences politiques), Université Laval, 1988, 124 p.

GAGNON, Pauline, *L'UGEQ et l'éducation*, Mémoire de M.A. (sciences politiques), Université de Montréal, 1970, 173 p.

LABERGE, Mathieu, *10 ans de la FECQ, 10 ans de réseau collégial, Où en sommes-nous?* Montréal, FECQ, 2000, 55 p.

LAHAIE, Suzanne, *Le mouvement étudiant pour le OUI (MEOU), au Québec, comme mouvement d'opinion*, Mémoire de M.A., (sciences politiques), Université de Montréal, 1981, 149 p.

RAYMOND, Véronique, *État de situation du mouvement étudiant au collégial. Rapport de recherche*, Montréal, Fédération des Cégeps, 2002, 117 p.

RIEL-FREDETTE, Marquita, *Analyse d'un mouvement social: la J.É.C.*, Mémoire de M.A. (sociologie), Université de Montréal, 1962, 96 p.

Cap-aux-Diamants a 20 ans Regards sur le passé, le présent et l'avenir

n.d.l.r. Une revue d'histoire qui a 20 ans, c'est une belle réussite! La rédaction du bulletin a délégué 2 de ses membres, Julie Gravel-Richard et Martine Dumais, pour aller faire le point sur l'histoire de la revue et... quelques prospectives. Merci à M. Yves Beauregard, directeur de la revue, pour son accueil chaleureux en une chaude journée de juillet.

APHCQ. Bonjour et merci d'avoir accepté notre invitation.

YB. Bienvenue dans nos humbles bureaux!

APHCQ. Cela fait 20 ans qu'existe *Cap-aux-Diamants*.

YB. Oui, 20 ans le 25 avril 2005.

APHCQ. Dans quel contexte est née la revue *Cap-aux-Diamants*?

YB. Le contexte «historique»! La revue est née vers 1984-1985. Il y avait un groupe d'étudiants qui menaient des thèses sur la ville de Québec et ils étaient dirigés par le professeur Marc Vallières à l'Université Laval. Ils avaient des rencontres informelles, des échanges pour les thèses qu'ils faisaient. Et ils se demandaient comment diffuser ces recherches. Évidemment, il y avait les véhicules classiques qui étaient les volumes. Naturellement, si l'on reste dans la philosophie de la tour d'ivoire et des publications savantes, on fait un volume et on publie pour nos pairs. Mais Marc Vallières avait d'autres solutions qui étaient plus à la mode, plus récentes. Il avait fait une sabbatique aux États-Unis où il avait été en

contact avec la Public History, qui conduisait à la «vulgarisation», ou plutôt à la communication de l'histoire. C'était normal, dans le fond, parce que les professeurs à l'université ont souvent des subventions gouvernementales et ces subventions viennent des taxes de tout le monde et il n'y avait qu'une toute petite partie de la population qui avait droit aux résultats.

Parallèlement, la Société historique de Québec cherchait aussi un moyen de communiquer l'histoire et elle avait fait des cahiers thématiques publiés chaque année. Mais cela avait l'heur parfois de ne pas plaire à tous. Ça coûtait extrêmement cher et elle se cherchait justement un véhicule pour l'histoire. Donc, un peu des différentes volontés de ce mouvement-là qui existait est née la revue, parce qu'on trouvait qu'un magazine, une revue, c'était le moyen le plus probant pour accéder, pour le grand public, à l'histoire.

C'est une revue tout d'abord consacrée à la ville de Québec. *Cap-aux-Diamants*, toponyme, premier nom européen donné au site

de Québec. Comme inspiration, il y a la revue *L'Histoire*, en France qui existait depuis quelques années: format, articles longs, articles courts, des rubriques. C'est un petit peu la recette qui va être utilisée au début. Évidemment, le premier numéro applique le procédé journalistique des trois S: sexe, sang et sport. Je me souviens qu'on avait un article sur la prostitution à Québec, un article sur le golf sur les Plaines, et le sang, je ne me souviens plus c'était quoi d'autre... Le mari d'Aline Lebel, qui était une des membres de l'équipe à l'époque, était journaliste (Raymond Giroux au *Soleil*) alors j'imagine qu'il y avait une influence du journalisme. Les articles étaient en feuillets, terme journalistique. Comme première couverture, nous avons eu une œuvre de Luc Archambault qui s'appelait *L'homme du Cap-Diamant*. Parce qu'en 1984, il avait produit un coffret pour Québec 84. Alors, avec sa permission, c'était la première couverture. Le magazine a démarré comme ça. Nous avons eu la chance que la Société historique de Québec abonne tous ses membres, à un tarif privilégié. La ville de Québec avait donné un petit montant d'argent et l'Université Laval nous hébergeait. Donc on partait assez bien.

Le lancement de la revue a eu lieu à la bibliothèque Gabrielle-Roy de Québec, au



mois d'avril. C'est Jean-François Bertrand, qui était ministre des Communications, qui présidait ce lancement-là; il nous a dit qu'on allait vivre au moins 100 ans! Et, tout de suite, on a participé au Salon du Livre de Québec qui se tenait en avril. Et on a ensuite participé à tous les autres salons. Parce qu'on fait un produit grand public, il faut bien le montrer dans le grand public. Et c'est comme ça que la revue est née. Peu à peu.

APHCQ. Vous étiez de l'équipe initiale?

YB. Je n'étais pas dans les thésards de Marc Vallières. Je ne travaillais pas sur la ville de Québec. Je travaillais sur le centre du Québec. Et les gens qui faisaient cette revue-là savaient qu'il y avait un grand atout qu'il faut associer à la communication de l'histoire: c'est le visuel. Et il n'y avait personne, parmi les Aline Lebel, François Drouin, Pierre Poulin, Réjean Lemoine, qui connaissait très bien le visuel. Ils savaient que j'étais un collectionneur. Et ils m'ont approché. Alors, j'ai participé aux premières rencontres du comité de rédaction. Et j'ai vu le premier numéro, chez la graphiste. Je suis le seul de tout ce monde-là qui a été là en permanence pendant les 20 ans. La plupart ont pris des temps d'arrêt.

Et puis, la revue, il fallait la faire vivre. Alors, il y avait toutes sortes de moyens. La publicité, les abonnements... Mais l'Université Laval nous a été d'un grand secours puisqu'elle nous logeait au même étage que le département d'histoire à l'Université Laval. Alors, pendant deux ans, on a évolué là, dans des locaux encore beaucoup plus petits qu'ici. Et on faisait tout, tout, tout. Vers 1986-1987, l'Université Laval a voulu participer à la réanimation du Vieux-Québec. Et les locaux du Séminaire de Québec s'étaient libérés. Alors, l'Université Laval a loué ici, pour plusieurs années, pour loger son école d'architecture et une partie de la faculté des lettres, des groupes de recherches. Et ils nous ont demandé: «Est-ce que cela vous intéresse de déménager dans le Vieux-Québec?»

APHCQ. Vous avez dû hésiter longtemps!

YB. En effet! Donc, en 1987, nous avons déménagé ici, dans différents locaux, jusqu'à temps qu'ils restaurent le local actuel qui était l'ancien bureau du directeur. On est arrivé ici avant l'École d'architecture. On s'est adapté ici, tranquillement, et on est heureux de l'emplacement. La Société d'histoire n'est pas très loin. Il y avait aussi toute la section d'archéologie de l'Université Laval qui était ici aussi. Ça faisait un beau milieu, on s'est bien incorporé...

1987 a été un peu une date charnière, je pense. On avait toujours été une revue d'histoire de la ville de Québec. Peut-être l'influence de la Société d'histoire de Québec, du Conseil de la culture, qui est un organisme régional. On est devenu membre de la table patrimoine et histoire. Donc on prend connaissance de ce groupe-là, *Action histoire et patrimoine*, qui est une coalition, autour des arts. Et là, on s'est rendu compte de l'importance de la région et aussi de la possibilité d'avoir des subventions en travaillant sur la région. Parce qu'il faut dire qu'au départ, l'université nous logeait, la ville nous avait donné un petit montant, et la Société avait abonné ses membres, mais on n'avait pas de subventions des organismes gouvernementaux. On a fait des démarches, et après être passé par le ministère des Loisirs, Chasse et Pêche, on a abouti au ministère des Affaires culturelles. Il y avait justement, des montants qui étaient alloués pour des projets régionaux. Et on s'est dit pourquoi qu'on ne ferait pas un numéro sur Québec et sa région. On toucherait Charlevoix, Portneuf, la Rive-Sud. Tranquillement, *Cap-aux-Diamants* va devenir la revue d'histoire de Québec et de sa région. Ça a duré deux ou trois numéros.

◆◆◆
**C'est Jean-François Bertrand
qui était ministre des Communications
qui présidait le lancement
[de la revue *Cap-aux-Diamants*];
il nous a dit qu'on allait vivre
au moins 100 ans!**
◆◆◆

Par la suite, une autre occasion s'est présentée. La paroisse Saint-Jean-Baptiste de Québec fêtait son 100^e anniversaire et le comité-organisateur avait amassé un certain montant d'argent pour faire un album. Mais ce montant n'était pas suffisant pour faire un gros album. Et Luc Noppen, qui était professeur d'histoire de l'architecture à Laval à l'époque, que je connaissais bien, nous a approchés pour nous proposer de faire un numéro entièrement consacré à Saint-Jean-Baptiste à Québec. Ses étudiants et lui travailleraient sur le dossier, et ils avaient de l'argent.

APHCQ. Donc vous aviez le savoir-faire et l'expertise et eux amenaient le contenu.

YB. C'est ça. On avait le véhicule. Alors, le véhicule, comme on nous offrait un montant d'argent, on l'a revampé. Au début, la revue est sur un papier mat et elle est brochée.

Mais à partir du numéro Saint-Jean-Baptiste, on devient reliure allemande, comme aujourd'hui, couverture laminée, décorée, papier glacé. C'est à partir de là que la revue prend un *new look*, un nouveau visage. Une autre grande étape était que l'on faisait un sujet unique, le quartier Saint-Jean-Baptiste. À partir de là, on va s'interroger si ce ne serait pas plus satisfaisant, pour nous, historiens et intellectuels qui étaient sur le comité de rédaction, si on ne pouvait pas aborder une thématique et la fouiller, la décortiquer, en sept, huit, neuf, dix articles. À partir de là, on a dit que, dorénavant, *Cap-aux-Diamants* allait être une revue thématique.

APHCQ. Mais ça implique une façon différente de fonctionner pour le comité de rédaction. La planification est différente.

YB. Tout à fait. Parce qu'après ça, quand on fait une thématique, il faut examiner qui a travaillé là-dessus, ce qui a été fait là-dessus, rejoindre les spécialistes. D'abord, nous, il nous faut déterminer à l'interne quels aspects de la question on va fouiller. À partir de là, qui va travailler là-dessus. Cela est beaucoup plus satisfaisant intellectuellement. Et vers 1988-1989, on se rend compte que le bassin de Québec est peut-être un peu petit. Donc, après avoir été Québec, Québec et sa région, on est devenu la revue d'histoire nationale du Québec. Ça a eu des répercussions, évidemment.

APHCQ. Il y a eu des commentaires?

YB. Oh, oui! Évidemment. Dès qu'il y a un changement, un mouvement... Cela ne nous a pas empêchés de progresser de toute façon si on voulait que le véhicule poursuive sa mission. On avait souvent été approchés par les sociétés d'histoire du Québec. Donc, on est devenu *Cap-aux-Diamants*, revue d'histoire du Québec. Évidemment, le nom nous a nui, parce que les gens le moins savants ou un peu cultivés, ailleurs au Québec, associaient toujours *Cap-aux-Diamants* à Québec. Pour nous autres aussi, c'était assez difficile, on a démarré lentement parce que nos connaissances étaient d'abord à Québec. Nos collaborateurs étaient aussi à Québec et, évidemment, lorsqu'on faisait une thématique, on revenait beaucoup à ce qui touchait Québec. Mais on s'est dégagé peu à peu, sans exclure la Capitale, évidemment. On a procédé par thématique, avec un nouveau champ d'action à partir de ces années-là.

APHCQ. On a parlé de l'histoire, du contexte de la naissance de la revue, mais ses objectifs se sont redéfinis, sans doute, en 20 ans?

YB. L'objectif principal est toujours là, c'est la communication de l'histoire. On est une



revue grand public. Donc, grand public, si on se compare aux revues scientifiques, on n'a pas de notes en bas de pages, on utilise largement les illustrations, le visuel. Les thématiques ne sont pas nécessairement des recherches scientifiques, mais elles viennent souvent des recherches scientifiques. Donc, le public, c'est le public instruit. Évidemment, celui qui lit, celui qui connaît l'intérêt de l'histoire. Et la revue sert aussi en pédagogie, les professeurs s'en servent pour l'enseignement à différents niveaux. Les images servent aussi, souvent. Et à la longue, c'est sûr que depuis qu'on a fait notre chemin et qu'on est connu, les médias s'en servent beaucoup. Donc, c'est de la promotion. On essaie beaucoup de la faire connaître à travers le Québec, après ça, tranquillement au restant du Canada français... L'Europe, on essaie, c'est beaucoup plus difficile.

À partir du numéro
Saint-Jean-Baptiste, on devient
reliure allemande, comme aujourd'hui,
couverture laminée, décorée,
papier glacé.

APHCQ. Mais vous avez des relations avec L'Histoire, parce qu'ils vous nomment souvent dans leur recension des revues.

YB. Cela arrive. Oui, on a de bons liens avec L'Histoire. Notamment parce qu'ils ont servi d'inspiration pour le format et le procédé. On échange avec eux depuis le début. On les a rencontrés à quelques reprises. C'est sûr que le bassin de lecteurs est retreint. On publie en français. Et Québec, c'est cinq ou six millions, et à peu près un million dans le restant du Canada. On n'a pas les 60-70 millions de Français. Malgré que, si on compare nos tirages au prorata, c'est quand même pas si mal. On tire à 5 000 copies ici. L'Histoire, quand on est bien exotique, c'est là qu'ils parlent de nous autres. Quand on parle des Amérindiens... Quand on parle des thèmes comme la prostitution, la propreté féminine... Là, ils parlent de nous autres!

Ça reste toujours le même public, le même grand public. Les jeunes s'en servent via leurs professeurs. Pour les jeunes de niveau collégial, parfois il y a certains professeurs qui mettent des numéros obligatoires ou dans les lectures suggérées. C'est pour cela que les tirages ont varié. Il y a 20 quelques, 30 numéros épuisés. On nous demande souvent pourquoi on ne réédite

pas ces numéros. Mais on ne peut pas, ça coûte trop cher. Alors, pour contrer ça, on a fait un premier CD-ROM qui contenait les 46 premiers numéros, plus quelques Hors série. On a vendu à peu près 1000 copies. Après ça, on en a fait un deuxième, de 58 numéros, plus des Hors série, plus une visite de Québec en 3D. On aurait aimé en avoir un pour nos 20 ans. On a fait des démarches, mais c'est encore trop cher. C'est un peu mis sur la glace, mais on pourrait peut-être développer, on l'espère, des partenariats. Et puis, les numéros anciens, on les garde. Parce que c'est une revue, pas un magazine. Une revue sert de consultation, de ressource, de référence. Alors que les magazines, les gens les lisent et les jettent. Donc, ça sert toujours d'ouvrage de référence, et on sait qu'un CD-ROM est efficace pour repérer l'information. Donc, c'est un autre objectif du CD-ROM. Pour ceux qui veulent se les procurer, on a notre site Internet, mis sur pied il y a quelques années. Donc, pour faire connaître la revue, on essaie de s'adapter.

APHCQ. C'est une revue du passé tournée vers l'avenir...

YB. On s'adapte aux nouvelles technologies. Et c'est grâce à une subvention qu'on avait eue du ministère de la Culture. On a fait créer un site Internet depuis deux trois ans. Il met en valeur la sortie des numéros, la couverture, les tables des matières, le début de certains articles, des rubriques au complet, des comptes-rendus, la généalogie. Il y a donc un contenu et les archives, évidemment, tous les numéros anciens qu'on a mis depuis que le site existe sont toujours là. Il y a aussi des textes inédits sur le site et, évidemment, pour accéder à nos produits, anciens numéros et CD-ROM. On a aussi ajouté, depuis quelques années, c'est un autre de nos grands projets, une banque d'images.

APHCQ. Un de vos dados, le visuel et l'iconographique?

YB. Oui, je vous ai dit que l'image est importante pour la communication de l'histoire. Mais il s'avère, depuis quelques années, que l'image commence à être difficile d'accès, tranquillement... et onéreuse.

APHCQ. Oui. Il a des droits...

YB. C'est ça. Donc, c'est, d'abord, le développement de tout le domaine des droits, droits de reproduction... Des auteurs, des artistes, des institutions qui les possèdent. Aussi, il y a des problématiques concernant les images contemporaines, de photographies récentes, assez récentes, moyennement récentes, les œuvres de certains

musées... Il y a une concentration des droits d'images par les grandes compagnies, comme Corbis, qui appartient à Bill Gates. Corbis a acheté les droits de plusieurs grands musées à travers le monde et les images des agences comme Gamma. D'autres s'y sont mis aussi. Et lorsqu'on veut des images, c'est cent quelques dollars l'image noir et blanc. Un autre phénomène, ici au Québec, l'État se retirant peu à peu des subventions des institutions culturelles, le gouvernement québécois donnant moins de subventions aux musées, bien évidemment, les institutions muséales augmentent leurs prix. Et puis, il y a un autre phénomène aussi, les *baby boomers* actuellement quittent leurs pavillons de banlieues, eux qui avaient un peu la formation ancienne, des souvenirs de famille, s'en viennent en ville. Et, souvent, ils ont beaucoup de photos, des cartes postales des grands-mères, et ils ne savent plus quoi faire avec ça, et les archives nationales ne sont pas vraiment intéressées par ça. Alors, comme, depuis quelques années, *Cap-aux-Diamants* est devenu un organisme de charité..., nous recevons «des cadeaux». Un organisme sans but lucratif d'abord et, en tant qu'organisme de charité, il peut émettre des reçus pour fins d'impôts. Donc, on fait l'évaluation de ces biens qui nous sont offerts et on émet des reçus pour fins d'impôts.

L'objectif principal est toujours là,
c'est la communication de l'histoire.
On est une revue grand public.

APHCQ. Donc vous avez des archives?

YB. Oui. Elles sont un peu partout. Dans les derniers dons reçus, il y a des boulets de canon qui viennent de Maizerets.

APHCQ. C'est varié!

YB. Oui, c'est varié... On a ici le fonds du maire Lucien Borne. On a le fonds du Dr Camille Gosselin. Ce sont des centaines d'images. Il y a deux trois ans, on a émis pour 85 000 \$ de reçus, et l'an passé 46 000 \$ à peu près.

Au fil des années, à la revue, on s'est servi de beaucoup d'images, on en avait accumulé. En plus, on nous en a donné et, comme je suis collectionneur, j'ai vu à ce qu'on en reçoive. Et par des programmes d'emploi et d'autres subventions, par exemple de la Société nationale d'histoire du Canada, on a mis sur pied la fameuse banque d'images. Donc, les images ont été répertoriées, décrites, cotées... Maintenant,



on a 22 000 images de répertoriées.

APHCQ. Qui vous appartiennent et pour lesquelles vous n'avez pas de droits à payer à personne?

YB. Ce n'est pas si clair que ça. Elles sont répertoriées, je dis bien. Donc, on peut chercher n'importe quelle matière, un sujet, une personne et on repère l'image. Évidemment, là-dessus, on n'a pas tous les droits parce que ce sont toutes les images qui nous ont servi depuis les débuts. Il y en a beaucoup qui viennent des archives nationales, des musées, des choses comme ça. Il y en a 1600-1700 qui sont actuellement sur le site Internet et sur lesquelles on a les droits. En continuant le travail, si j'avais surtout la main-d'œuvre, on pourrait ajouter sur le site beaucoup d'autres images sur lesquelles on a les droits. Déjà, on a des commandes d'associations, de familles, pour des bulletins, des manuels scolaires, des expositions. Comme c'est sur notre site Internet, évidemment, les gens tombent par accident là-dessus. Ils peuvent les visualiser. Les images sont en basse résolution, cela va de soi, pour ne pas que les gens les publient. Donc, cette banque-là, c'est un projet qui nous tient à cœur et qui est assez récent.

◆ ◆ ◆
*Au fil des années, à la revue,
on s'est servi de beaucoup d'images,
on en avait accumulé.
En plus, on nous en a donné [...] les images ont été répertoriées,
décrites, cotées... Maintenant,
on a 22 000 images de répertoriées.*
◆ ◆ ◆

APHCQ. Un bon moyen de diffuser l'histoire?

YB. Tout à fait. On dit bien: «Une image vaut mille mots.» Et il y a des documents qui révèlent beaucoup d'informations. Par exemple, la carte postale, un domaine que je connais bien depuis des années, est un visuel négligé. Parce que la carte postale a vraiment couvert tous les aspects des activités humaines, alors que les gens n'avaient pas nécessairement les moyens d'avoir un appareil photo. Dans ce domaine-là, l'an passé, il y a une congrégation religieuse de Montréal qui nous a cédé sa collection de cartes postales. Plus de 20 000.

APHCQ. Mais vous, vous avez une collection personnelle.

YB. J'ai 15 000 cartes sur la ville de Québec. Mon sujet de collection est la ville de Québec, de façon générale, dans tous les

aspects. Alors, je n'ai pas négligé ma collection, mais j'ai fait collectionner la revue évidemment. Donc en tout, on a plus de 100 000 cartes postales. Mais elles ne sont pas inventoriées. Nos réserves, au sous-sol, sont bien pleines. Donc, la banque d'images, c'est mon bébé et on essaie de la développer.

APHCQ. Et y a-t-il quelqu'un pour organiser les dons de façon structurée?

YB. C'est la main-d'œuvre qui est difficile. Et cela nous ramène aux *baby boomers* qui partent tôt, encore en forme, pleins de leur savoir. Et beaucoup ne savent pas quoi faire. On sait que les cours pour retraités à l'université sont pleins. Alors on a passé une petite annonce dans la revue, disant: «Cherchons des bénévoles». Et on a eu plein de téléphones. J'avais divisé le travail des bénévoles en trois-quatre secteurs. Il y a évidemment la banque d'images, ainsi que notre centre de documentation. On a accumulé des centaines de dossiers. Et il y a une section de nos bénévoles qui travaille à informatiser cela. Donc, une fois que la matière est enregistrée, dorénavant, on peut la retrouver. C'est un projet qui avance... lentement. Autre chose: on a des livres, beaucoup de livres. Des livres de références, mais surtout des livres qui nous sont donnés. On ne savait même plus ce qu'on avait. Donc, un autre de nos bénévoles a fait l'inventaire des livres, la bibliothèque et tout ça. Un autre secteur est notre fabuleuse collection de revues. Beaucoup en histoire mais aussi sur d'autres matières. Elles n'étaient pas classées et on ne savait pas où était quoi. Alors, on a un autre bénévole qui ne fait que ça, l'inventaire. Il y a en plus de 3000 répertoriées aujourd'hui. C'est tout informatisé. Et il continue encore. Donc, ces trois secteurs-là sont en marche. Et puis, je vous ai dit qu'on est un organisme de charité et qu'on reçoit des dons assez régulièrement. Donc, j'ai mis un de nos bénévoles qui fait l'inventaire des fameux dons pour m'aider à faire des évaluations... On va faire appel, cet automne, à d'autres bénévoles peut-être qui connaîtraient plus l'informatique pour développer la banque d'images.

Donc, actuellement ces quatre champs-là sont en développement grâce au bénévolat. Parce qu'on reste toujours un organisme culturel bien fragile, bien petit... Même après 20 ans, s'il n'y avait pas tout un contexte... L'université nous loge toujours. On a été reconnu d'utilité publique par eux, contre échange de bons procédés. Par exemple, c'est eux qui héritent des archives de *Cap-aux-Diamants*. Il commence à y

avoir un énorme fonds de *Cap-aux-Diamants* à l'Université Laval! Si un jour quelqu'un veut savoir comment la vulgarisation s'est installée dans un milieu universitaire, comment ça a évolué, je pense qu'il y aura là de beaux documents assez intéressants. Des lettres du Père Georges-Henri Lévesque, du poète Gaston Miron, des abonnés... Et si un jour, par catastrophe, la revue est obligée de fermer, c'est l'université qui hérite de tout. Étant un organisme à but non lucratif, on doit se donner à un autre organisme à but non lucratif. L'université hériterait d'une fabuleuse collection d'images et de livres et d'archives.

APHCQ. En 2005, si vous aviez à situer un peu la place et le rôle de *Cap-aux-Diamants* dans le paysage historique du Québec, en quelques mots, comment le décririez-vous?

YB. C'est sûr qu'en 20 ans, on a réussi à se tailler une place.

◆ ◆ ◆
*On a revu en 20 ans le cheminement
de la communication de l'histoire,
de la vulgarisation.*
◆ ◆ ◆

APHCQ. Et une crédibilité.

YB. Oui, c'est ce qui explique d'ailleurs les commandes de Hors séries qui sont des instruments de promotion de la part de différentes institutions. Oui, le cheminement a été long. Au départ, il y en a qui ne croyaient pas du tout en notre projet, qui nous regardaient de haut. C'est sûr que, peu à peu, on s'est installé. On a fait notre place. On parlait tout à l'heure de commandes d'articles. Évidemment, quand on voit que quelqu'un a travaillé sur une thématique, que ce soit n'importe où, à l'université, au cégep, peu importe qui c'est, je vais l'appeler. Et ça a fait une œuvre, aussi, pour amener les universitaires à s'adonner à la communication de l'histoire. Donc, la revue s'est installée dans le paysage, tranquillement pas vite. Et il faut dire qu'à peu près tous les historiens de renom au Québec ont publié dans *Cap-aux-Diamants*: Gérard Bouchard, Jacques Mathieu... ceux de Montréal, de Trois-Rivières, Sherbrooke. On a même des universitaires français, Monique Vidal a publié aussi dans *Cap-aux-Diamants*. Des Ontariens, des Américains. On a revu en 20 ans le cheminement de la communication de l'histoire, de la vulgarisation. Et on peut dire que le tableau de chasse des gens que nous avons approchés est assez grand. Et ceux qui ont refusé sont assez peu nombreux... C'est sûr qu'on a

amené les revues scientifiques à bouger. Beaucoup d'historiens maintenant mettent leurs publications dans *Cap-aux-Diamants* dans leurs CV. De plus en plus, on retrouve des références à *Cap-aux-Diamants* dans plusieurs publications. Parce qu'il y a des articles, des sujets dans *Cap-aux-Diamants* qui n'ont pas été traités nulle part ailleurs. On a traité des sujets, comme les catastrophes naturelles. Le prochain est sur les scandales politiques.

[...] la revue s'est installée dans le paysage, tranquillement pas vite. Et il faut dire qu'à peu près tous les historiens de renom au Québec ont publié dans *Cap-aux-Diamants*.

APHCQ. C'est à propos!

YB. On regarde toujours notre rôle d'historien, on dit bien: «Il n'y a rien de nouveau sous le soleil»... Ce n'est pas parce que le rapport Gomery va sortir en novembre que tout le monde est à terre, qu'on n'a jamais vu ça. Ce n'est pas vrai. Des scandales politiques, il y en a depuis la Nouvelle-France. L'affaire du Canada, ça n'a pas été rien. Donc, on apporte toujours notre contribution en montrant qu'il y a un fond historique aux phénomènes. Évidemment, pour le numéro sur les catastrophes naturelles, on ne l'a pas fait parce qu'il y a eu le tsunami. On l'avait décidé avant. Mais souvent, on dirait qu'il y a des sujets qui sont dans l'air. Donc, on apporte toujours notre contribution à des événements, des phénomènes...

APHCQ. Vous nous ouvrez la porte: 2008, ça veut dire quoi pour *Cap-aux-Diamants*?

YB. 2008, ça veut dire d'abord qu'on a déjà commencé à travailler! Au début de 2004, on a publié notre premier Hors série avec la Société du 400^e de Québec. Évidemment, c'est un événement d'histoire. Il avait été question d'un possible programme de publications, cheminant vers 2008. Et on joue notre rôle, on informe, on apporte notre grain de sel aux événements, à des commémorations. C'est 400 ans de Québec, mais c'est quoi 400 ans, qu'est-ce qui s'est passé? Pourquoi on fête ça? On a un rôle de formation grand public. Et je pense que les gens du 400^e avaient vu l'intérêt. Donc, début 2004, on avait fait le premier, *Québec, œuvre du temps œuvre des gens*. Le deuxième, qui est sorti en juillet, est *Québec de génération en génération*. Possiblement un troisième. Ça va sans doute être notre contribution. Est-ce que, dans les numéros réguliers, on

fera quelque chose? Je ne sais pas. On avait fait un très beau numéro, en 1985, lorsque Québec avait été inscrite sur la liste du patrimoine mondial, et ce numéro-là, c'est un fait unique dans notre histoire, a été réédité en 1986-1987, pour le Sommet de la Francophonie qui nous avait demandé de le refaire. *Cap-aux-Diamants* et *Forces* étaient les deux publications dans la salle de presse. Ce numéro faisait déjà un premier survol de l'histoire de Québec. Donc, par rapport à 2008, déjà, on met notre petit grain de sel dans la construction de cette fête-là. Et puis, le Maire Jean-Paul L'Allier m'a nommé sur le comité du suivi des fêtes du 400^e et je suis membre aussi de la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs, avec Marcel Masse. Je fais partie de la section de commémoration et on aide comme ça à différents événements, et cela touche les relations France-Québec. Il y aura certainement quelque chose qui se passera d'ici 2008.

APHCQ. Maintenant, de quoi êtes-vous le plus fier, après 20 ans?

YB. Que la revue soit toujours là! Oui, parce que ce n'est pas facile. Au point de vue financier, c'est très difficile à supporter. Quand on voit ça, après 20 ans, qu'elle est toujours là, qu'elle est devenue un incontournable du paysage historique du Québec. Elle est vue comme une fierté, l'Université Laval la considère comme un de ses joyaux. La ville de Québec est bien fière parce que, normalement, une revue nationale aurait bien pu se publier à Montréal, où c'est plus facile. On a gardé cette fierté de rester à Québec. Parce qu'à Montréal, on se rapproche de quatre universités, quatre fois plus d'auteurs, plus d'annonceurs, les sièges sociaux sont là, c'est plus facile de travailler qu'à partir de Québec. Donc, on est fier de ça. Et on ne s'est pas assis sur nos lauriers, on a toujours des projets. Les historiens, on est supposé être des spécialistes du temps, de la durée. Du temps passé, évidemment, mais le temps présent pour nous autres est aussi très important. Parce qu'on a des échéances, c'est quatre numéros par année, mais les échéances arrivent très rapidement. Quand on publie deux numéros en même temps, là, c'est l'enfer! C'est pour ça qu'en juillet on est encore là!

APHCQ. Et faire des liens avec l'actualité.

YB. C'est ça, donc le présent, le quotidien est là. Et l'idée de faire des liens avec l'actualité a toujours été une recette depuis le début. De faire le pont avec un anniversaire. Mais on est aussi tourné vers le futur

par nos projets. La banque d'images et la documentation qu'on amasse, ce n'est pas à nous personnellement que ça va profiter, mais c'est à nos successeurs. Ils vont être très heureux quand ils vont être assis sur 200 000 images, et sur des fonds d'archives, des documents et toutes sortes de choses avec lesquelles ils pourront travailler et avoir une certaine autonomie. De ce côté-là, je suis assez content de ce qui arrive. Je suis un peu moins optimiste sur la relève. **APHCQ.** Et c'est dû à quel phénomène, parce qu'il y a encore des gens qui étudient en histoire?

YB. On ne les voit pas. Les jeunes, on ne les voit plus. À l'époque où on était au Pavillon De Koninck de l'Université Laval, c'était plus facile. Il y en a qui venaient pour offrir leurs services et ainsi on a recruté d'autres membres du comité de rédaction qui sont encore là. Mais on n'en a pas ajouté depuis cette époque. Et rarement, presque jamais, des gens vont nous appeler pour collaborer, pour écrire un article, pour faire des comptes-rendus.

Il y a des articles, des sujets dans *Cap-aux-Diamants* qui n'ont pas été traités nulle part ailleurs. On a traité des sujets, comme les catastrophes naturelles. Le prochain est sur les scandales politiques.

APHCQ. Pourtant, il y a beaucoup d'étudiants en histoire du Québec. Est-ce que ce sont les professeurs qui n'encouragent pas assez leurs étudiants?

YB. Je ne sais pas. Parce que la plupart des professeurs de Laval ont quasiment tous écrit dans *Cap-aux-Diamants*. Soit qu'on ne sait pas ce qu'ils font, ou les profs n'en font pas beaucoup la promotion. Alors, la jeunesse qui collabore, je l'ai recrutée dans les salons du livre. Parce que je vais à tous les salons du Livre depuis 20 ans. Alors, j'en rencontre des jeunes. Je leur dis: «Ça tentes-tu de collaborer? De faire des comptes-rendus? Tu dois avoir développé ton esprit de synthèse? Et je te donne le livre.»

APHCQ. Donc, si on a des jeunes collègues, qui travaillent sur des sujets, on peut passer le message?

YB. Oui, oui. Parce que nous autres, d'abord, on voit leurs capacités en les faisant contribuer par comptes-rendus de volume. C'est court, un feuillet, deux feuillets maximum.



On voit comment ils écrivent et, ensuite, quand on les rencontre, on sait sur quoi ils ont travaillé. Il pourrait aussi y avoir des collaborations de gens qui ont des maîtrises ou même des doctorats, qui ont fouillé un sujet et qui pourraient venir nous proposer une thématique. Ils pourraient être éditeurs délégués. J'en ai eu des éditeurs délégués, mais ils viennent tous de l'extérieur. Des gens de Montréal, de l'IQRC... Et pour en revenir au contexte général, les conditions de travail ne plaisent pas toujours

aux jeunes. Le bénévolat, l'abnégation... C'est sûr que nos conditions se sont améliorées depuis le début. Les trois réguliers, nous avons un salaire. Et peu à peu, on en est venu à payer nos auteurs. On paie 100 \$ l'article, 50 \$ la rubrique.

APHCQ. Comme mot de la fin, Monsieur Beauregard, quel message auriez-vous pour nos collègues du collégial?

YB. Faire aimer l'histoire. Déjà, avec la réforme, au primaire, les jeunes entrent en contact avec l'histoire d'abord par la famille,

les générations, pour englober ensuite l'histoire de la ville, du Québec. Au collégial, l'histoire n'est enseignée qu'aux étudiants en sciences humaines. On peut s'étonner qu'elle soit quasi absente. Il faut faire aimer l'histoire.

APHCQ. Merci beaucoup M. Beauregard pour cette entrevue et longue vie à *Cap-aux-Diamants*! ♦

Propos retranscrits par
Julie Gravel-Richard



Da Vinci Code

Méli-mélo religieux dans un (mauvais) polar

n.d.l.r. Nous remercions la rédaction de la revue *Le Monde de la Bible* et l'auteur *Madame Sophie Laurant* de nous avoir permis de reproduire cet article que nous retrouvons sur le site internet de la revue (www.mondedelabible.com) en juillet 2005.

Voici un best-seller ahurissant qui fait fureur aux États-Unis et semble aussi séduire les lecteurs français. De quoi s'agit-il? A priori, d'un roman policier palpitant qui, comble du bonheur, se déroule dans l'univers feutré du musée du Louvre. De fait, les premières pages sont alléchantes, truffées de références culturelles qui semblent fort précises, de jeux de pistes historico-religieuses qui nous reportent au temps des croisades et des Templiers, de Léonard de Vinci et des sociétés secrètes... Hélas, l'ouvrage ne tient aucune de ses promesses. Lorsque l'on veut faire avaler à un lecteur un scénario invraisemblable, il faut y mettre les formes, s'engouffrer dans les silences de l'Histoire mais s'adosser le plus justement possible à la réalité. Or, Dan Brown tord sans cesse le cou à la vérité historique la plus établie.

Exemple le plus frappant peut-être: Constantin aurait, tout seul, arbitrairement imposé le canon des quatre Évangiles, pour mieux taire la véritable histoire de Jésus et de Marie-Madeleine, qui serait, elle, racontée dans les Évangiles apocryphes. En réalité, la complexité des débats théologiques qui agiteront l'Église entre le I^{er} et le IV^e siècle, et même au-delà, est parfaitement admise et tous les historiens de la période savent que le canon catholique ne s'est pas établi en un jour par «oukase»

impérial. D'autre part, les Évangiles apocryphes ne sont pas plus «historiques» que les autres, bien au contraire. Ils recèlent souvent des épisodes merveilleux sur la vie de Jésus. Autre affirmation totalement fautive: la religion originelle de toute l'humanité aurait consisté en un culte – forcément bon – aux déesses mères, à la femme, à la nature, jusqu'à ce que cette institution machiste – et forcément monolithique – nommée «Église» s'en mêle et tente de n'importe quel prix d'effacer ce culte ancestral. La théorie du complot, bien qu'usée jusqu'à la corde, sert de colonne vertébrale à ce livre.

♦ ♦ ♦
**Dan Brown tord sans cesse le cou
à la vérité historique la plus établie.**
♦ ♦ ♦

Le plus gênant, c'est l'aplomb avec lequel ces fantaisies sont assénées: d'une part en donnant sans cesse des détails très précis, d'autre part en citant de soi-disant sources fiables, l'auteur fait habilement croire qu'il possède sur le sujet une connaissance fine. Pourtant, même les détails clochent: l'emplacement des rues – la rue Haxo n'est pas dans le 16^e arrondissement mais à l'autre bout de Paris, dans le 20^e –, les trains pour Lille ne partent pas de Saint-Lazare et pas à 3 h du matin, le plan des salles du Louvre est faux, etc. Plus on avance dans la lecture, plus les erreurs concernant l'histoire royale et religieuse françaises fourmillent. Mais Dan Brown jure sans humour – en page de garde, s'il vous plaît – que des documents bien réels, retrouvés à la Bibliothèque

nationale en 1975, confirment l'existence de ce Prieuré de Sion, groupuscule mi-templiers, mi-francs-maçons, dont la tâche à travers les siècles aurait été de protéger dans le secret le plus absolu, «le Graal», c'est-à-dire la lignée des descendants de l'enfant de Jésus et de Marie-Madeleine... pourchassée, bien sûr, par l'Église mais tout de même capable d'épouser les rois mérovingiens! Nous ne sommes pas à une contradiction près.

Par ces deux procédés, l'auteur a fort bien réussi, jusqu'à présent, à abuser un large public qui croit désormais dur comme fer aux élucubrations de ce roman mal écrit, conventionnel dans son genre et au fond assez mal ficelé. Au point que plusieurs ouvrages sont sortis pour tenter – probablement en vain – de corriger les effets du phénomène «Da Vinci» et que le Louvre et l'église Saint-Sulpice à Paris redoutent les hordes de touristes qui veulent, à leur tour, décrypter les codes secrets de la Joconde ou du méridien de Paris.

Pour ceux qui aiment les romans policiers sur des thèmes voisins, voici deux ouvrages bien meilleurs: *La bicyclette de Léonard* par Pablo Ignacio Taïbo II, éd. Livre de poche. Où l'on recherche des carnets secrets de Léonard de Vinci. *Jésus Vidéo*, par Andreas Eschbach, éd. de l'Atalante. Un polar-fantastique haletant et très bien fait autour de la découverte d'une vidéo ayant filmé Jésus. Une chute fine et logique. ♦

Sophie Laurant
Le Monde de la Bible
(www.mondedelabible.com)

Balian ou le chevalier instantané¹



Le 6 mai dernier, nous nous sommes retrouvés, plusieurs membres de l'APHCQ, à l'avant-première du film Le Royaume des Cieux de Ridley Scott (Alien, Le Gladiateur) mettant en vedette Orlando Blum qui ne semble voué qu'aux films historiques (ou enfin) à grand déploiement (Le Seigneur des anneaux, Troie, Le Pirate des Caraïbes). Le cinéophile et le petit garçon en moi ont passé une excellente soirée. Combats à l'épée, charges de cavalerie, siège d'une ville étaient à l'honneur. Les amateurs d'action, de sang, et de chevaliers étêtés, ont été servis à souhait. Je crois cependant que le cinéma historique devrait, selon moi, jouer un rôle pédagogique; et c'est à regret que l'on constate l'absence de certains faits essentiels.

Cette épopée médiévale de Ridley Scott débute en 1184, à la veille de la troisième croisade, et l'essentiel du récit se déroule en Orient (Jérusalem). La paix entre les chrétiens et les musulmans semble bien précaire. D'un côté, nous trouvons des chrétiens décadents, divisés et peu enclins à réaliser l'objectif premier de la Croisade : la défense de Jérusalem. Certes, la bataille finale montre une défense acharnée de la ville sainte par une troupe amalgamée et peu organisée de chrétiens contre l'armée des « infidèles ». Mais cet acharnement cache moult intérêts (intérêts pécuniaires et prestige personnel de chevaliers en mal d'honneur). Ces intérêts divers allaient invariablement diviser la chrétienté en différents groupes de chevaliers; c'est le cas notamment des chevaliers de l'ordre des Templiers. D'ailleurs, Scott a bien su montrer l'indépendance de cet ordre vis-à-vis les autorités officielles en place (l'armée du Royaume de Jérusalem). Là où le réalisateur a échoué, c'est dans son explication du rôle des Templiers et de leur divergence d'intérêts. En effet, on laisse sous-entendre que les Templiers n'étaient que des êtres sanguinaires et sans autre mobile que celui de « casser du musulman », quand on sait que l'enrichissement de l'ordre était leur véritable motif.

De l'autre côté, c'est un Islam, raffiné, organisé et unifié que les chrétiens découvrent au moment de la troisième Croisade. On sent effectivement une plus grande cohésion au sein de l'islam et un commandement hors du commun du dernier des grands chefs de l'islam : Saladin (Salah al-Dīn Yūsuf). D'ailleurs Saddam Hussein et Oussama Ben Laden ne se réclament-ils pas de ce grand chef du XII^e siècle ? Le réalisateur montre également assez bien l'avancement technique de l'islam par rapport à l'Occident, qui commence tout juste à sortir d'Europe grâce aux croisades amorcées près d'un siècle plus tôt et à une nouvelle classe assoiffée de richesses : les marchands.

Nous assistons d'ailleurs à la naissance de cette nouvelle bourgeoisie sur les côtes italiennes, qui se prépare à partir pour l'Orient, négociant même le passage des troupes de croisés sur leur flotte, ce qui explique leur succès financier. Quelques scènes du film illustrent l'avancement de l'islam sur bien des plans. Une de ces scènes montre Saladin proposant à Baudouin IV, le roi lépreux de Jérusalem, de lui envoyer ses médecins afin de le soulager de ses souffrances. L'Occident ne voyait-elle pas dans la Grande peste noire de 1347 une punition de Dieu, alors que les médecins musulmans proposaient quelques règles élémentaires d'hygiène et suggéraient d'éviter les grands rassemblements et de dératiser l'Europe ? Dans une autre scène, à la suite de la bataille de Hattīn (qui n'est jamais nommée dans le film), Saladin propose un sorbet de glace à un Gui de Lusignan, roi de Jérusalem, déshydraté et assoiffé; il semble que la scène soit accréditée par quelques sources historiques. Alors que les Occidentaux sont désarmés face à sa nature implacable, l'Orient sait à tout le moins l'amadouer. De plus, par ce geste, Saladin illustre tout l'esprit chevaleresque propre aux pays du Levant : un roi reçoit toujours dignement un roi, même prisonnier et indigne.

Le cinéma historique devrait, selon moi, jouer un rôle pédagogique; et c'est à regret que l'on constate l'absence de certains faits essentiels.

Plusieurs personnages du film sont inspirés de personnages réels. Il en va notamment de Balian, personnage central de la fresque historique de Ridley Scott. Il semble en effet, lors du siège de Jérusalem, qu'un chevalier nommé Balian d'Ibelin (petite localité au sud de la Palestine), posédant tout du « noble chevalier », ait organisé la défense de la ville sainte avec un

minimum de moyens, comme il a été présenté dans le film de Scott. Ce noble chevalier avait, tel le Balian du film, toujours entretenu des rapports courtois avec les musulmans, ce qui lui permettait effectivement de négocier, moyennant une rançon, le départ des chrétiens de Jérusalem vers les ports de Tyr et de Tripoli. À cela se limitent les ressemblances. Le Balian de Ridley Scott est Européen et n'avait jamais mis les pieds en Orient, alors que le personnage historique y a été élevé. De fait, son père, Balian d'Ibelin (de Rama ou de Naplouse également) est installé en Orient depuis 1120. Ce dernier meurt en 1151, alors que le film suggère qu'il s'éteint en 1184. De plus, de retour en Europe, le Balian imaginé par le réalisateur refuse son aide à un roi anglais en marche vers l'Orient lors la troisième Croisade (un autre non-dit dans le film), tandis que le noble chevalier historique aidait Richard Cœur de Lion à mettre fin à la troisième Croisade en 1192 en obtenant une trêve avec Saladin, permettant ainsi aux chrétiens d'accéder à la ville Sainte. Enfin, le personnage historique n'obtient la libération que de 7000 habitants (environ le tiers de la population chrétienne de Jérusalem) alors que Ridley Scott laisse entendre que toute la population de la Ville Sainte est sauvée grâce à la magnanimité de Saladin. Dans les faits, il semble que près de 16 000 personnes furent réduites à l'esclavage parce que le grand-maître de l'ordre des Hospitaliers a refusé de payer la rançon pour l'ensemble de la population de Jérusalem.

Quelques autres personnages historiques meublent le film de Scott, mais dans plusieurs cas, le réalisateur leur attribue des faits ou des qualités qui ne leur appartiennent point. C'est le cas de Baudouin IV (le roi lépreux), le roi de Jérusalem, qui est probablement la fusion du réel Baudouin IV et de son père Amaury I. Fait à noter, Baudouin IV ne montait plus à cheval à cause de sa maladie depuis quelques années comme le suggère Ridley Scott. Le roi lépreux se faisait porter en litière sur les champs de batailles afin de soutenir ses troupes, ce qui avait attiré l'admiration de Saladin.

1. Merci à Jean-Louis Vallée pour ses commentaires relatifs au film qui m'ont grandement aidé.

Un numéro spécial récent de la revue *Historia* se nomme « Croisade: Chrétiens contre musulman ».



Puis il y a le templier Renaud de Châtillon, toujours prêt à attaquer une caravane pacifique de marchands musulmans. Ces actions sont historiquement vérifiées, mais le réalisateur lui prête quelques gestes d'éclat que l'on pourrait concéder à Gérard de Ridefort alors grand-maître de l'Ordre du Temple. Le film suggérait à tort que c'était Renaud qui en était le maître. Finalement, Gui de Lusignan est bel et bien au centre de tractations politiques afin qu'il n'accède pas au trône du royaume de Jérusalem. Il est vrai que Sybille, sœur de Baudouin IV, a épousé ce chevalier du Poitou et que les qualités de politicien et de stratège politique de ce dernier laissaient à désirer. Dans *Le Royaume des Cieux*, Saladin libère Gui de Lusignan devant Jérusalem (il avait été fait prisonnier à la bataille de Hattin) en le laissant partir à dos d'âne, ultime affront pour un chevalier. Cependant, le doute demeure quant au sort qui lui est réservé par la suite. Dans les faits, il semble que Saladin lui aurait effectivement laissé la vie sauve afin que sa médiocrité politique affecte les troupes chrétiennes et désorganise les renforts de l'énergique croisé Conrad de Montferrat. Gui de Lusignan aurait participé au siège d'Acre avec la troisième croisade de Philippe Auguste et de Richard Cœur de Lion.

À la lumière de cette brève description des deux personnages, on comprend mieux pourquoi le templier Renaud de Châtillon, aux grandes ambitions d'enrichissement, et Gui de Lusignan, chevalier du Poitou arrivé en Orient depuis peu et en quête de prestige, veulent tant en découdre avec l'Islam et ses richesses. C'était bien souvent le cas de ces nouveaux chevaliers qui venaient en Orient, confiants et en quête du paradis. Il en était tout autrement pour les Occidentaux, installés en Orient depuis longtemps, qui s'orientalisèrent peu à peu, apprenant même la langue arabe pour mieux communiquer avec leurs interlocuteurs musulmans. Le film *Le Royaume des Cieux* montre bien comment ces chrétiens étaient empreints d'un esprit chevaleresque et entretenaient souvent des rapports cordiaux avec les élites musulmanes. Ils tentaient de faire cohabiter ces deux civilisations et de préserver la paix par une multitude de compromis. L'intégration complète ne fut jamais réalisée cependant. Certaines scènes proposent que les chrétiens, les musulmans et même les juifs cohabitent assez bien. Dans un contexte où la situation en Israël est en perpétuelle ébullition et où en Irak les Améri-

cains s'enlissent toujours un peu plus chaque jour, Ridley Scott aurait pu insister encore plus sur la cohabitation entre les civilisations, à une époque où la tolérance, bien que fragile, était possible.

Deux choses m'ont particulièrement « titillé » dans ce film. Primo, le discours de Balian à la population de Jérusalem à veille de l'attaque de la ville par Saladin. On pourrait croire entendre un certain George W. haranguer la nation avec un discours prônant la protection de LA civilisation contre le mal. Il est vrai que dans le contexte de l'intervention américaine en Irak, le sujet était délicat à traiter, mais on dirait que le cinéma américain a de la difficulté à s'empêcher de glisser de tels messages.

Secundo, le Balian de Ridley Scott est forgeron. Il n'a jamais manié les armes mises à part celles qu'il a forgées. Mais voilà, il apprend que son père, dont il ignorait l'existence, est un chevalier de l'armée de Jérusalem. Ce dernier, dans le but de se faire pardonner, vient chercher son fils pour en faire un chevalier et l'amener avec lui au royaume des Cieux (Jérusalem). Après une seule leçon d'épée, nous découvrons un Balian possédant tous les attributs du noble chevalier. Il devient d'abord un chevalier aguerri, maniant les armes comme pas un ; il conduit ses troupes comme un vieux maître de la stratégie militaire ; et enfin, il allie esprit chevaleresque et esprit courtois. Pourtant, dans les faits, un chevalier prenait une vie à former. Dès son plus jeune âge, le fils de noble devait apprendre tout de ce métier que son statut social lui imposait. Mais à une époque comme la nôtre, où chaque citoyen peut devenir célèbre instantanément grâce à Star Académie, les spectateurs n'y verront peut-être que du feu. Ce film nous propose un Balian formé à Chevalier-Académie.

À sa décharge, Ridley Scott n'avait que 2 heures pour traiter un sujet très brûlant. Il devait à la fois ménager les tenants d'une nouvelle historiographie favorable à l'Islam, interprétation que certains ont trouvée trop complaisante, et les partisans de l'intervention occidentale en Orient, que d'autres ont vu comme un affront. Au delà de ces considérations politiques, Ridley Scott n'a pas su apporter toutes les nuances historiques et n'a pas su donner à son film une valeur pédagogique que nous étions en droit d'espérer. ♦

Jean-Pierre Desbiens

Collège François-Xavier-Garneau

JEAN-PIERRE DERRIENNIC

(suite de la page 15)

le Cachemire, le Darfour, la Côte-d'Ivoire, le nord et le sud du Nigeria, bien sûr la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo... Le nombre de situations de conflits qui sont liées à la cohabitation de musulmans et des autres, avec quelques fois des causes très différentes. Les causes du conflit israélo-palestinien et les causes du conflit en Tchétchénie n'ont rien de semblables. Mais il se trouve que dans les deux cas, cela donne à des musulmans l'impression qu'ils sont opprimés partout. Ça crée ce phénomène de solidarité entre eux, d'aliénation entre eux et de recrutement de gens, de Marocains qui font des attentats en Espagne, de Jordaniens qui vont combattre en Tchétchénie, etc. Là on a, effectivement, je ne sais pas si ce sera LE grand problème, mais ce sera certainement un des grands problèmes des quelques dizaines d'années qui viennent. Et transformer ça en disant c'est juste le problème du terrorisme, il y a les terroristes et les autres, c'est la pire façon d'aborder la question de comment on peut essayer de faire des pressions sur les Russes pour qu'ils soient moins brutaux en Tchétchénie, comment on peut essayer de trouver une solution juste au conflit israélo-palestinien, comment on peut intégrer les enfants musulmans dans les écoles françaises...

Le terrorisme, c'est comme la criminalité. On ne va pas mettre fin au problème de la criminalité. Il peut y en avoir plus, il peut y en avoir moins, mais on continuera à avoir des criminels politiques. Des terroristes, on en aura plus, on en aura moins selon la façon dont on gère les choses. Presque sûrement aussi, il y a des méthodes de répression de la criminalité qui sont efficaces et d'autres qui ne le sont pas. Il y a des pays qui ont des taux de criminalité beaucoup plus importants que d'autres. Il vaut mieux être la Suisse que l'Italie ou les États-Unis et on sait pourquoi. Du point de vue de la criminalité de droit commun. Et pour le terrorisme, il faut faire le même genre d'analyse.

APHQC. Merci beaucoup Monsieur Derrien pour cet entretien très intéressant ! ♦

Entrevue réalisée par

Martine Dumais et Julie Gravel-Richard

Propos transcrits par

Julie Gravel-Richard

EN PRIMEUR !

Nouvelle édition accompagnée
d'un site Internet de deuxième génération

La quatrième édition
comporte plusieurs
améliorations
et bien plus !

**Dès le 15 août
prochain,**
ouvrage entièrement
accompagné
d'activités interactives.

Imaginez des dizaines d'activités interactives
stimulantes, où vous vérifiez les connaissances
tout en accumulant des notes d'évaluation...



propose des ateliers, des tests et
même des grilles de mots croisés
que vous faites partout où
il y a Internet !

**RENDEZ-VOUS DÈS
MAINTENANT SUR ODILON.CA**
Faites l'essai des activités interactives en
vous exerçant à l'un des ateliers Odilon.

SERVICE D'INFORMATION PÉDAGOGIQUE
(514) 334-5912, POSTE 243, OU 1 800 361-4504
www.beaucheminediteur.com

Les CARTES du MONDE

Commentaires et statistiques

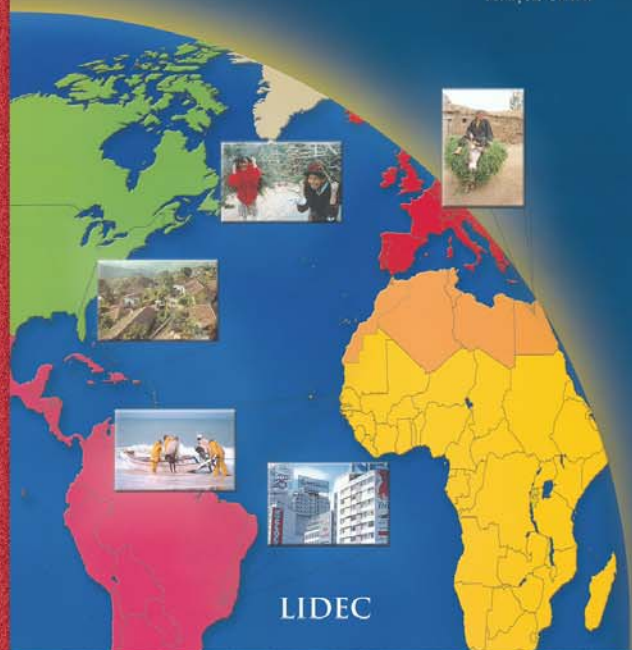
François CARRIER

ISBN 2-7608-4675-X
48 pages

Les CARTES du MONDE

Commentaires et statistiques

François Carrier



SOMMAIRE

LE MONDE EN 2004

Partie 1 - Le monde physique

- 1.1 La surface de la Terre
- 1.2 Les grandes zones climatiques

Partie 2 - Les régions du monde

- 2.1 Les grandes régions géohistoriques du monde actuel
- 2.2 Europe, Russie et Caucase
- 2.3 Maghreb et Moyen-Orient
- 2.4 Afrique subsaharienne
- 2.5 Asie centrale et du Sud
- 2.6 Asie de l'Est
- 2.7 Asie du Sud-Est et Océanie
- 2.8 Amérique du Nord
- 2.9 Amérique latine et Caraïbes

*Définitions et sources des
indicateurs statistiques*

NOUVEAUTÉ



4350, avenue
de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec)
H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252
Site Internet:
<http://www.liddec.qc.ca>
Courriel: liddec@liddec.qc.ca